

# LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel n° 641 - Juillet-Août 2022

Prochaine parution : Mardi 6 septembre 2022

2€

## Chèques, primes ou ristournes : ça ne suffit pas !

## Augmentation des salaires !



Aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle : mobilisation des travailleurs d'ADP le 1<sup>er</sup> juillet

Sommet de l'Otan, sommet de guerre ..... p.14

Equateur : le soulèvement populaire a fait reculer le gouvernement ... p.16

*"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"*

## Faisons le point de la situation

Ce journal qui couvrira aussi le mois d'août, fait en quelque sorte le bilan de la longue période électorale. Elle a absorbé beaucoup d'énergie, suscitant des espoirs chez une partie des militants de gauche de pouvoir infliger une défaite à Macron. L'« union » de la gauche et des écologistes pour les législatives, « bricolée » en quelques jours, a alimenté de nouveaux espoirs, eux aussi déçus. Il en sera peut-être encore question pendant la période de vacances, entre militants, mais ce sont les problèmes de pouvoir d'achat, de salaires qui ne suffisent plus, et tous les problèmes de la vie courante qui en découlent et qui deviennent de plus en plus difficiles à résoudre qui prennent le pas.

C'est là-dessus que notre journal n'a cessé d'intervenir ces derniers mois et c'est sur ce terrain que nos camarades ont agi, participant et soutenant les grèves pour l'augmentation des salaires, pour les embauches...

Ces questions ne connaissent pas de « vacances », des vacances elles-mêmes compromises pour de nombreuses familles par les hausses des prix.

Durant cette même période, la guerre a été déclenchée en Ukraine, suivie d'une série de mesures économiques présentées comme des sanctions contre la Russie qui, à son tour, a tiré parti de la dépendance des pays européens vis-à-vis du gaz russe, pour alimenter la spirale du prix de l'énergie. Dans la foulée, le prix de plusieurs matières premières, notamment agricoles, ont flambé, menaçant de famine des centaines de millions de personnes dans le monde, notamment dans les pays du sud. En quelques mois, toutes les « avancées » dans ce domaine dans plusieurs pays, ont été balayées. Une des conséquences de cette guerre inter-impérialiste, c'est le coup d'accélérateur donné à la militarisation de l'économie et de toute la société. Il n'est question que de vanter l'importance de l'Otan, qui ne cesse de monter en puissance dans les pays frontaliers avec la Russie. Une base militaire installée en Roumanie est déjà prévue pour accueillir 3000 soldats français. C'est l'équivalent de ce que mobilisait le dispositif Barkhane, au Sahel. Trois milliards supplémentaires sont prévus pour le budget de la défense en préparation, pour augmenter les capacités en matériels et en hommes des armées. Les cérémonies de clôture des sessions du Service national universel concernant les jeunes de 16 ans, largement couvertes par la presse régionale, entrent dans la préparation idéologique et pratique de la jeunesse à l'idée de l'inéluctabilité de la guerre. C'est ce que les jeunes de l'Union des Jeunes Révolutionnaires (UJR) dénoncent, quand ils disent « nous ne voulons être "ni chair à patrons, ni de chair à canons" ». C'est un mot d'ordre qui prend tout son sens quand on voit que l'enseignement professionnel est en train de passer sous le contrôle du ministère du travail, en lieu et place de celui de l'Education nationale.

Les conséquences du changement climatique se mesurent en hectares de forêts brûlées, en pluies torrentielles, en épisodes de plus en plus fréquents de sécheresse. Le capital prétend y remédier à travers le développement du « capitalisme vert », de la baisse de la consommation des énergies décarbonées... Le numéro 2 de notre revue Rupture passe ces questions en revue. Le capitalisme « règle » cette transition avec ses moyens, ses règles et ses finalités, autrement dit, à travers la concurrence entre monopoles, la domination des plus puissants dont les intérêts s'imposent à la société. C'est pourquoi le gaz et le nucléaire obtiennent le label d'énergie verte, c'est pourquoi les majors de l'énergie engrangent des profits toujours plus élevés et que les gouvernements néolibéraux s'opposent à toute idée de les taxer.

Ce journal apporte aussi les bonnes nouvelles sur les avancées de la lutte de classe dans le monde. Ce sont les peuples d'Equateur qui nous les apportent, avec le succès du soulèvement populaire de 18 jours,

qui a obligé le gouvernement, soutenu par l'oligarchie et le FMI, à revenir sur plusieurs mesures antisociales qu'il voulait imposer. C'est aussi une avancée importante dans l'organisation des forces populaires et de l'unité des forces révolutionnaires. De toute évidence, l'Amérique latine est le terrain d'un renouveau du mouvement ouvrier et populaire, qui résiste à la répression, qui prend la rue et les places et qui chasse les gouvernements réactionnaires.

Finalement, nous souhaitons à nos lecteurs et lectrices de reprendre des forces ces prochaines semaines et leur donnons rendez-vous en septembre. ★



### Notre parti à la Fête de l'Huma 2022

Notre parti sera présent à la Fête de l'Humanité qui aura lieu cette année du 9 au 11 septembre à Brétigny-sur-Orge (stand 305).

Il y tiendra un stand pour faire connaître son journal et ses publications :

- « Pour une rupture révolutionnaire avec le système » édité après le 9e congrès du PCOF,

- Sa revue *Rupture* :

le n°1 consacré à L'Education en système capitaliste,

le n°2 sur Les transformations en cours dans l'appareil de production capitaliste,

-Les ouvrages du mouvement ouvrier et communiste diffusés par les Editions En Avant...

Venez découvrir ces documents ; ce sera aussi l'occasion de rencontrer et de discuter avec nos militants.

### Nouveaux tarifs d'abonnement pour la France

Version électronique (pdf) : 26 €

Pli ouvert (version papier) : 28 €

Pli fermé : 35 €

Abonnement avec soutien : 40 €

Chèque à l'ordre de : Société En Avant

15 cité Popincourt - 75011 Paris

# Le panorama post-électoral

**P**réparées depuis plus d'une année, présentées comme une possibilité à ne pas manquer de se débarrasser de Macron, la campagne présidentielle, suivie des législatives se terminent par un président mal élu, une Assemblée nationale sans majorité présidentielle suffisamment étoffée pour voter les lois sans apport de voix « extérieures », un gouvernement Borne pléthorique mais souvent qualifié de « sans souffle » et des taux d'abstention aux différents scrutins très élevés.

Mais cela ne signifie pas que Macron et son gouvernement vont changer de cap, s'en prendre aux intérêts de l'oligarchie, faire payer les riches et les patrons, changer de politique internationale, tourner le dos à l'UE et à son orientation néolibérale qui dicte toutes ses mesures économiques et antisociales. Il n'y a pas de « majorité progressiste » possible ni à l'Assemblée nationale, encore moins au Sénat. Et la composition du gouvernement Borne, où les piliers de la Macronie restent aux postes-clé (Le Maire, Darmanin, qui hérite de l'Outre-mer !, Borne elle-même...) et les « nouveaux » qui sortent du même tonneau néolibéral, ne laisse aucun doute sur la nature antisociale et antipopulaire de la politique qu'il

entend mener. Même affaibli, Macron est là pour mener la politique « au service des riches, des patrons et des marchands de canons ».

On nous dit : l'opposition sera davantage consultée, ses amendements seront écoutés et pourront même être repris... Mais, à la fin, il se trouvera toujours une majorité pour voter les lois qui respectent les « intérêts de la France », autrement dit, ceux des grands groupes industriels et financiers, de l'oligarchie ; qui respectent les « grands engagements » de limitation des déficits budgétaires... Bref, le discours et les dogmes de « l'ancien monde » qui n'a jamais disparu reviennent aussi bien au plan national qu'au niveau européen, avec une guerre inter-impérialiste en Ukraine que ses instigateurs – russes, étasuniens et européens – font payer aux travailleurs et aux peuples de leur pays et, en fin de compte, à tous les peuples du monde. Cela dit, l'Assemblée nationale devient une formidable caisse de résonance pour les discours et la surenchère réactionnaire, dans tous les domaines, avec un groupe RN important, plus que jamais intégré dans les rouages du système.

La principale préoccupation de l'exécutif et des majorités qu'il travaille à

faire émerger au parlement, au cas par cas, c'est d'éviter que la contestation sociale ne s'élargisse, ne gagne en force et « prenne la rue ou les ronds-points » et qu'elle ne vienne s'imposer, en dehors des cadres de consultations et de débats institutionnalisés. C'est ce que ne cessent de réclamer ceux qui pressent Macron pour qu'il s'appuie davantage sur les « corps intermédiaires », qu'il change de style de gouvernance, en associant davantage les « oppositions ».

Les grands médias se chargent, quant à eux, de monopoliser l'opinion sur toutes les questions qui divisent en minimisant au maximum la contestation sociale. Mais cela devient de plus en plus difficile de l'occulter.

## Le « souffle » du mouvement de grèves pour les salaires

Depuis plusieurs mois, des milliers d'ouvriers et de travailleurs sont mobilisés pour exiger des hausses de salaires qui ne soient pas immédiatement mangées par l'inflation des prix de produits de grande consommation. Des fonctionnaires et des usagers se mobilisent pour plus de personnels dans les services publics, à commen-

cer par celui de la santé, dont les personnels à bout voient arriver les nouvelles vagues de contamination Covid. A l'Education nationale, où les profs manquent et où le nouveau ministre continue à prétendre le contraire. Chez Pôle emploi, où les personnels ne veulent pas « faire la chasse aux faux chômeurs ». Même chose dans l'audiovisuel public, où le gouvernement veut supprimer la redevance – une mesure qu'il présente comme un geste en faveur du pouvoir d'achat ! – pour engager des restructurations synonymes de suppressions de postes et de médias publics qui se contentent de donner des « informations » les plus « neutres » possibles, qui font la part belle aux annonces du « gouvernement d'action » que Borne est chargée de conduire.

La liste des fronts de mobilisation s'allonge. Les grèves qui bloquent les transports et donc les voyageurs, en cette période de « congés » – amputés par les hausses de prix – suscitent plus de soutien et de sympathie que de récriminations : « ils ont raison de se battre ! ». Ces luttes arrachent des résultats positifs, certes pas toutes au même niveau, mais c'est ça « le souffle » qu'il faut faire grandir : celui de la lutte de classe. ★

# Sur la re-parlementarisation

**D**epuis le résultat des élections législatives et la perte de la majorité absolue par le groupe de députés macronistes, on n'entend plus parler que du nouveau rôle du parlement, d'un régime parlementaire retrouvé, de re-parlementarisation de la vie politique. Ceux qui s'en réjouissent le plus, le RN et M. Le Pen, nous ont expliqué (Cf. le discours de leur chef de groupe), que les élections législatives avaient été « un grand moment politique » où le peuple a dit à Macron : « nous voulons vous obliger à ne pas gouverner seul ». Quand Marine Le Pen parle du peuple, elle parle surtout de ses électeurs, et sous-entend : « vous allez devoir composer avec nous ». Pour la volonté exprimée par le peuple, rappelons encore une fois que plus de la moitié des électeurs inscrits ne se sont pas exprimés.

Si certains considèrent que la 5<sup>e</sup> République, celle qui régit aujourd'hui nos institutions, peut être considérée comme un régime parlementaire, puisque théoriquement c'est le parlement, l'Assemblée nationale et le Sénat, les deux chambres, qui votent les lois et le gouvernement, l'exécutif,

qui a la charge de les faire appliquer, beaucoup de spécialistes estiment – comme nous l'avons vu dans le précédent numéro de notre journal – que le pouvoir du parlement a été très fortement minoré par le poids très important donné au chef de l'Etat, élu au suffrage universel. Fort d'une majorité absolue de parlementaires de sa formation à l'Assemblée nationale, cette 5<sup>e</sup> République est davantage un régime présidentiel.

Reste à savoir si cette re-parlementarisation qu'on nous vante est une bonne chose. Qu'elle rende la vie un peu plus compliquée aux macronistes, sûrement. Qu'elle impose moins de morgue et d'arrogance, plus de modestie à Macron (s'il en est capable !), peut-être. Cette « revalorisation » de fait du rôle du parlement pourrait être positive si les députés élus, du moins un certain nombre, s'en servaient de tribune pour dénoncer la nature de ce parlement et de ces institutions, pour s'adresser, au-delà de l'hémicycle à la classe ouvrière et à l'ensemble des masses laborieuses pour expliquer leur politique et les mobiliser ou, au moins, relayer et appuyer leur mobilisation. Mais tous les députés élus, y

compris les plus à gauche, sont pour réformer l'Etat bourgeois, pour changer de gouvernement et de politique, mais sans toucher au système capitaliste-impérialiste. Le fait que les députés macronistes soient obligés de composer avec des députés de l'opposition, qu'il y ait davantage de débats autour des projets de loi va, de fait, nous amener à entendre souvent les voix de la réaction, car de l'extrême droite aux macronistes, se sont eux qui composent la majorité de l'AN. Cette re-parlementarisation va surtout signifier des alliances de circonstance, des donnant-donnant, beaucoup d'arrangements en coulisse... La configuration de l'AN oblige soit à faire des compromis avec des forces de droite soit faire de l'obstruction. Mais aucune force, pas même la Nupes, ne se fixe cet objectif.

Cette promotion du parlementarisme vise en réalité à faire croire que le parlement deviendrait le lieu de tous les affrontements, qu'il pourrait même remettre en cause les résultats des deux élections – présidentielles et législatives – alors qu'il montre combien c'est un mécanisme d'intégration de toutes les oppositions : le RN, en le

rendant présentable, et la Nupes, en l'obligeant à de constantes promesses de faire des propositions et de ne pas faire d'obstruction.

La re-parlementarisation aujourd'hui, c'est faire croire que c'est dans le cadre de ces institutions, décriée depuis des années – ce qui se traduit notamment par l'abstention – que l'essentiel de la lutte politique doit se mener au parlement. Car il faut canaliser la contestation sociale qui s'annonce, d'une façon ou d'une autre, dans le cadre des institutions.

La re-parlementarisation ce n'est donc pas plus de démocratie, ni de contre-pouvoir parce que cette Assemblée pas plus que l'ensemble des Institutions ne sont représentatives des intérêts ouvriers et populaires. Le jeu parlementaire qui s'annonce risque de dégoûter encore un peu plus la grande masse de la population du parlementarisme et des institutions. Elle risque aussi – et c'est sans doute le plus dangereux – de désillusionner ceux qui ont voté pour les candidats de la Nupes en croyant qu'ils allaient changer leur vie. ★

## Sur les ambitions contrariées de la Nupes

On nous demande souvent notre position sur la Nupes et pourquoi nous n'avons pas appelé à voter pour ses candidats, aussi bien aux présidentielles qu'aux législatives et comment nous nous situons dans le contexte d'aujourd'hui.

Quitte à nous répéter, notre orientation pour ces élections – de ne pas y participer – découle de la priorité que nous nous sommes fixée, à savoir travailler à la rupture révolutionnaire avec le système : expliquer pourquoi et comment, gagner des hommes et des femmes à ce combat. Le cadre de ces élections ne nous permettait pas de le faire.

Aurait-il fallu appeler pour des candidats d'une liste de gauche ? Il n'y a évidemment pas de refus de principe : nous l'avons bien fait dans le cadre du front de gauche. Mais la situation politique est différente de celle du front de gauche. La Nupes est une alliance essentiellement, électorale. Il y a d'importantes divisions et attaques réciproques entre les différentes forces qui la composent. Leur réconciliation pour présenter des candidats uniques aux législatives ne gomme pas ces divisions et l'opportunisme et l'électorisme qui ont pré-

valu dans les tractations n'ont pas grand-chose à voir avec une « union des forces de gauche ».

Dans l'article sur la soi-disant « reparlementarisation » de la vie politique que la Nupes promet également, nous expliquons pourquoi nous ne partageons pas ces illusions. Nous n'avons pas mis en avant d'autres désaccords car, conformément à notre ligne de conduite, nous n'avons pas voulu faire de campagne, donc pas davantage de polémiquer.

Les ambitions de la Nupes n'ont pas été réalisées : penser et faire croire qu'il était possible de remettre en cause les résultats des élections en votant « Mélenchon premier ministre », n'a pas convaincu. Elaborer des scénarios devant aboutir à devenir le groupe majoritaire, dans un contexte de rejet important des élections dans les couches populaires, n'a pas convaincu davantage.

La Nupes, notamment sa composante majoritaire – la France insoumise – font partie du panorama politique. Il y a des positions défendues par la Nupes avec lesquelles on ne peut qu'être d'accord. Il s'agit surtout de celles qui reprennent des exigences pour lesquelles se battent les travail-

leurs, les organisations de lutte, les milieux populaires... Nous n'allons évidemment pas refuser le soutien de ses élus. Mais pour nous, il n'a de sens que s'il permet de faire grandir le rapport de force pour arracher les exigences. Il ne s'agit pas de faire de l'agitation pour montrer que les élus Nupes soutiennent les revendications, mais de lutter pour les faire aboutir.

Comme nous l'avons souligné dans nos articles, dans nos tracts, toute la séquence électorale s'est déroulée dans un contexte de lutte de classe assez inédit, fait d'un grand nombre de luttes, de grèves, de mobilisations, dans tous les secteurs, dans les entreprises petites et grandes... pour l'augmentation des salaires. Mais ces questions n'ont pas été mises au cœur des débats et des propositions, si ce n'est des déclarations de « soutien » ou des engagements à augmenter le smic... Dans le même ordre d'idées, la guerre impérialiste en Ukraine, a été reléguée à des déclarations générales... certainement pour ne pas « effrayer » les électeurs potentiels.

Cela renvoie à la conception même du combat politique dans le cadre du

système capitaliste impérialiste qui multiplie les crises et qui les surmonte par la concurrence de tous contre tous, dans l'accroissement de l'exploitation et du pillage impérialiste. Le processus révolutionnaire ne se décrète pas et nous ne sommes pas dans une situation révolutionnaire, ni pré-révolutionnaire. Mais il y a de plus en plus de secteurs qui se mobilisent, certains se radicalisent. C'est à leurs côtés que les révolutionnaires doivent être.

C'est une leçon que nous tirons des expériences dans différents pays, comme ce qui se passe en Equateur, où le parti frère et ses organisations politiques, sociales et syndicales, sont dans les combats des masses ouvrières, populaires, de la jeunesse, des peuples indigènes, avec leurs mots d'ordre et propositions. Ils développent une active politique d'unité avec d'autres forces, y compris les réformistes, pour faire aboutir les exigences des masses et des peuples. C'est ce que nous nous efforçons de faire, dans les conditions concrètes de la lutte de classe dans notre pays, en prenant aussi en compte celle qui se développe au niveau international. ★

## Normalisation et institutionnalisation du Rassemblement National

Avec ces 89 députés, le RN a fait une entrée fracassante à l'Assemblée nationale. Ce résultat, pour très important qu'il soit, doit être relativisé du fait du très fort taux d'abstention (53,77%). Il n'empêche que cette percée lui a permis de constituer un groupe parlementaire et d'être considéré comme le plus fort groupe d'opposition devant la LFI (75 députés). Le fait d'avoir un groupe parlementaire conséquent donne à ce parti d'extrême droite des droits (au regard du règlement de l'AN) et des moyens : des collaborateurs, des bureaux, des salles de réunion, une dotation financière conséquente et des postes dans les commissions de l'AN qui préparent les débats en séances publiques. Il faut encore ajouter que la présidente du groupe a le droit à des suspensions de séance, et d'exiger des votes à scrutin public. Les parlementaires RN auront aussi la possibilité de mettre à l'ordre du jour des débats de l'Assemblée des projets de loi. Marine Le Pen avait ainsi déclaré à un journaliste que le premier texte qu'ils soumettront serait un projet de loi de lutte contre l'islamisme ! Le doyen FN, puis aujourd'hui RN, ex-soutien de l'OAS,

qui présidait la première séance, a tenu un discours d'apologie de l'Algérie française.

Lors de la prise de parole des présidents de groupes, après le discours de politique générale d'E. Borne, M. Le Pen a répété que son groupe ne ferait pas d'obstruction et voulait être une « opposition constructive ». Ce qui ne l'a pas empêché de développer ses thèmes favoris : « la violence endémique qui s'enkyste » dans le pays, la « submersion migratoire » et d'attaquer frontalement le ministre de l'Éducation, Pap N'Diaye de « wokisme » ! Et les députés de son groupe sont sortis de l'hémicycle quand la parole a été donnée à la présidente du groupe LFI, Mathilde Panot. M. Le Pen a conclu son discours par un « il est temps de remettre la France en ordre » ! On n'est pas loin, avec ce discours, de certains thèmes qu'avait en son temps développés le candidat Zemmour. C'est dire les limites de l'entreprise de « normalisation » et de « respectabilisation » engagée depuis des années par M. Le Pen.

Mais on ne peut expliquer l'importance numérique du groupe RN, sans prendre en compte la banalisation du RN, dans laquelle les macro-

nistes et la droite ont joué un rôle important. Rappelons ce que nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer dans nos colonnes sur le rôle de la promotion de Zemmour dans les médias pour faire passer le RN comme un parti plus modéré et donc plus acceptable. Ensuite, il y a eu le vote LR et LREM aux législatives pour favoriser les candidats du RN quand ceux-ci étaient face à ceux de la NUPES. Ces votes en faveur des candidats RN se monteraient, d'après les statisticiens officiels, à plus de 20 % ! D'autre part, si Sébastien Chenu et Hélène Laporte, députés RN, ont été élus vice-présidents de commission, c'est également grâce aux voix des députés LR et Renaissance.

Comme Macron avait utilisé M. Le Pen dans sa campagne présidentielle pour en faire son adversaire favorite, ses députés et ses soutiens, utilisent le groupe RN dans leurs tripatouillages pour neutraliser leurs opposants et choisir qui est « républicains » et qui ne l'est pas. La tribune parlementaire offerte au RN n'est certes pas une bonne chose et ses capacités de nuisances s'en trouvent renforcées. Maintenant que ce parti a été adoué par les

parlementaires de droite et de la majorité, les grands médias vont encore plus tendre les micros à ses représentants et relayer ainsi leurs discours nauséabonds. Les députés du groupe, s'ils ont été briefés pour donner une image de respectabilité et de maîtrise de leurs réactions, l'image d'un groupe « sérieux et responsable », n'ont pas pour autant changé leur ligne démagogique, réactionnaire et populiste.

Nous ne cesserons pas de combattre leurs idées contraires aux intérêts de la classe ouvrière et de notre peuple. Mais le combat contre le RN ne peut être coupé de celui contre la politique réactionnaire menée par le gouvernement au service de l'oligarchie. Nous menons ce combat en travaillant à développer les résistances ouvrières et populaires à la politique de Macron ; en renforçant l'organisation syndicale de la classe ouvrière sur une ligne de lutte de classe ; en organisant dans nos rangs ceux qui sont conscients que ce n'est pas la lutte parlementaire qui va apporter des changements en faveur de la classe ouvrière et des masses populaires, mais la lutte pour renverser le système capitaliste impérialiste. ★

# Le ministère de l'intérieur en charge des colonies !

Dans son discours de politique générale, E. Borne a consacré un court passage aux colonies françaises. « *Je veux aussi avoir un mot particulier pour nos Outre-mer, les Outre-mer sont une chance inestimable pour notre pays, ce sont des terres de jeunesse et d'espoir, ce sont les places fortes de notre souveraineté, plus que jamais, nous avons besoin de nos Outre-mer. (...) Mon gouvernement les accompagnera pour soutenir leur développement économique et créer de l'emploi, pour renforcer la présence des services publics et assurer la sécurité, pour améliorer avec les collectivités la distribution d'eau potable, l'assainissement, le traitement des déchets, pour agir sur toutes les causes de la vie chère comme dans l'Hexagone, nous devons avancer sur tous ces sujets, placer les Outre-mer aux avant-postes de la transition écologique, et je demande à tout mon gouvernement, la plus grande attention à nos territoires ultramarins.* »

Si les députés de la mouvance macronienne l'ont salué avec empressement, la grande majorité des élus des Outre-Mer ont dénoncé ce discours à la fois creux, condescendant qui met l'accent sur le rôle de ces territoires dans la « transition écologique ». Sur

les 27 députés que comptent ces territoires, 17 sont Nupes ou affiliés, seuls 3 sont macroniens et 1 LR.

Tout le quinquennat Macron aura été catastrophique, sur tous les plans. Que ce soit en Kanaky, où Macron a pris constamment position contre l'indépendance, jusqu'à imposer un dernier référendum que le peuple kanak a majoritairement rejeté. Ou en Martinique et en Guadeloupe, où le gouvernement refuse de reconnaître l'ampleur de l'empoisonnement des populations par le chlordécone et d'assumer les réparations justes auxquelles elles ont droit. A cela s'est ajouté la gestion chaotique et répressive de l'épidémie, le licenciement de dizaines de soignants, qui manquent cruellement dans un système sanitaire délabré depuis des années. On pourrait faire le tour des colonies et on y trouvera partout misère, chômage, discriminations... et répression.

Son ministre, Lecornu, aura brillé par son dilettantisme et le peu d'intérêt à connaître et prendre en compte les réalités vécues par les populations. Il est remercié par une promotion au poste de ministre de la défense. Yaël Braun-Pivet l'a remplacé au sein du premier gouvernement Borne pen-

dant quelques semaines, montrant qu'elle avait des ambitions ailleurs : celle d'être élue à la tête de l'Assemblée nationale. Dans le nouveau gouvernement, c'est Darmanin qui devient ministre de l'intérieur et des Outre-mer : le chef de la police devenant aussi responsable des colonies ! Il est assisté d'un secrétaire d'Etat, J.-F. Carenco, un proche de Borloo, qui a occupé plusieurs postes de préfet, notamment en Guadeloupe. Autre nomination significative ; celle de Sonia Backès, farouchement « loyaliste », présidente de la province Sud de la Kanaky, promue secrétaire d'Etat auprès du même Darmanin, en « charge de la citoyenneté ». Cela donne le ton de la « nouvelle page républicaine avec la Nouvelle-Calédonie » qu'E. Borne annonce vouloir écrire « avec l'ensemble des partis ». Avec ce dispositif ministériel et l'élection de deux députés macronistes (avec plus de 50% d'abstention), le gouvernement espère sans doute pouvoir imposer ses « solutions » pour maintenir la Kanaky dans le giron de l'impérialisme français dans cette zone de l'Asie-Pacifique. ★

## Rencontre avec des dirigeants kanak de l'USTKE et du PT

Nous avons rencontré Fidel Malalua et Victor Weijieme, tous deux responsables de l'USTKE et du Parti travailliste, dans le cadre d'une réunion d'information et d'échange organisée par Kanaky solidarité. Ont également participé des responsables du Mouvement des jeunes kanak en France, de Survie, de la CNT, d'Ensemble...

Parmi les nombreux thèmes abordés, la question du renforcement de l'unité du peuple kanak et de ses organisations a été centrale. Le Comité stratégique indépendantiste (avec notamment le KLNKS, le PT, l'USTKE, la DUS) qui avait mené campagne pour la non-participation au référendum de décembre 2021, continue son travail, aussi bien dans les institutions dirigées par les forces indépendantistes (congrès, gouvernement) que sur le terrain. Lors des législatives, les forces indépendantistes ont présenté des candidats. Comme l'a souligné un des représentants, « cela n'a pas été facile à expliquer à la population, mais on l'a fait essentiellement pour ne pas laisser le terrain aux loyalistes ». Une situation à suivre. ★

## Loi sur le pouvoir d'achat

# Un cache-misère qui ne désamorcera pas les colères sociales !

Cette année, l'inflation devrait atteindre 5,5 % et le pouvoir d'achat reculer de 1 %. Il s'agit de moyennes, avec des effets beaucoup plus lourds pour ceux dont les revenus sont essentiellement consacrés aux dépenses incompressibles du quotidien. Alors que cette question était devenue centrale dans la campagne électorale, Macron et son nouveau gouvernement avaient indiqué vouloir en faire une priorité du nouveau quinquennat. Les mesures annoncées sont, pour une part, la reconduite de dispositions existantes qui vont être intégrées au budget rectificatif 2022 et, pour une autre part, des mesures figurant dans la prochaine « loi sur le pouvoir d'achat » :

- **Le « bouclier tarifaire »** qui bloquait les tarifs de l'électricité et du gaz à leur niveau du 1er octobre 2021, devait prendre fin le 30 juin. Il a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2022.

- **Le chèque alimentaire de 100 euros** (plus 50 euros par enfant à charge) pour les foyers « les plus modestes » et le chèque de 100 euros « d'aide exceptionnelle de solidarité » pour les étudiants bénéficiaires d'une bourse sur critères sociaux et pour

ceux qui bénéficient d'une APL sans habiter chez leurs parents, sont une reconduite des aides d'urgence débloquées au moment de la crise sanitaire.

- **La « prime Macron »** (prime exceptionnelle de pouvoir d'achat versée par les entreprises « qui le peuvent ») est maintenue. Le montant non soumis à l'impôt et aux cotisations sociales est porté à 3 000 euros (voire 6 000 euros en cas d'accord d'intéressement ou de participation). Les employeurs pourront en fractionner le versement.

- **La « prime transport »** versée par certains employeurs voit également son régime fiscal modifié. Le montant exonéré d'impôt sur le revenu passe de 200 à 400 euros. Cette prime sera dorénavant cumulable avec la prise en charge obligatoire de 50 % de l'abonnement aux transports en commun.

- **Le point d'indice des fonctionnaires** augmente de 3,5 % au 1er juillet.

- **Les prestations sociales** sont revalorisées de 4 %. Sont concernés : au 1er juillet, les retraites, les prestations familiales, la prime d'activité versée par les Caf ainsi que les minima sociaux (RSA, AAH, ASPA, ASS...),

les prestations d'assurance maladie versées pour invalidité, accident du travail ou maladie professionnelle, et les rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle ; à la rentrée, les bourses étudiantes.

- **Un « bouclier loyer »** limitera leur hausse à 3,5% pendant un an et les APL sont revalorisées de 3,5 % (voir notre article p.10).

- **Une Indemnité carburant** pour les travailleurs remplacera la remise de 18 centimes qui a été instaurée le 1er avril et qui sera progressivement supprimée entre le 1er octobre et le 31 décembre. La demande devra en être faite auprès des services fiscaux à compter du 1er octobre. Son montant variera entre 200 euros pour ceux dont les ressources annuelles sont inférieures à 9 400 euros et 100 euros pour ceux dont le revenu se situe entre 9 400 et 14 100 euros. Il pourra être majoré de 50 % pour les « gros rouleurs » qui habitent à plus de 30 kilomètres de leur lieu de travail ou qui parcourent plus de 12 000 kilomètres par an dans le cadre professionnel.

- **Les cotisations des indépendants** seront baissées.

- **La redevance télé** sera supprimée accélérant la restructuration et la

casse du service public audiovisuel et sa soumission aux intérêts privés.

Les revalorisations du point d'indice des fonctionnaires et des prestations sociales ne compensent pas l'inflation qui va largement dépasser les 4 % octroyés pour calmer les colères. Elles ne rattrapent pas les pertes accumulées par de longues périodes au cours desquelles salaires et prestations ont été gelés, voire considérablement rabotées comme c'est le cas avec les aides au logement. Le bouclier loyer, ne répond pas à l'urgence d'un gel des loyers. La prime carburant écarte tous ceux qui n'ont pas d'activité professionnelle : retraités, chômeurs, étudiants... Les primes défiscalisées et « désocialisées » sont des nouveaux coups portés au financement de la protection sociale et des services publics... En voulant limiter les dépenses publiques et en se refusant à toucher aux profits et à imposer quoi que ce soit aux entreprises en matière de salaires, le gouvernement ne peut pas répondre aux exigences pressantes des travailleurs et des couches populaires. Les grèves pour les salaires et les mobilisations pour le pouvoir de vivre vont se développer. Il faut y travailler ! ★

## Education

## Un nouveau ministre mais la poursuite de la même politique

Jamais un ministre de l'éducation n'avait été autant délégitimé et discrédité auprès de la communauté éducatrice que le ministre Blanquer ; il fallait donc donner un signal de rupture. En effet, en 2021, Blanquer comptait seulement 8 % de soutiens chez les professeurs des écoles et 6 % chez les enseignants du 2nd degré. La nomination de Pap Ndiaye, intellectuel, historien et spécialiste de la question noire apparaissait donc comme une mission de réconciliation avec le monde enseignant. Mais par ailleurs, aussi bien le président Macron que la première ministre réaffirment poursuivre et même aggraver les réformes qui accélèrent la libéralisation de l'école. Pap Ndiaye, en acceptant le poste de ministre de l'Éducation, s'est donc engagé à suivre cette politique.

L'état de l'école est catastrophique : près de 4 000 postes ne seront pas pourvus à la rentrée, faute de candidats aux concours, conséquence de la désaffectation du métier. Cette désaffectation s'explique par les faibles salaires et le déclassement des enseignants. Elle s'explique aussi par la dégradation continue des conditions de travail et la perte de sens du métier consécutive aux réformes et

au manœuvring autoritaire à tous les niveaux. Il manquera donc des enseignants dans le 1er degré, en maths, en physique chimie, en lettres classiques... Et pour que chaque classe soit pourvue, on organise le recours croissant aux contractuels, à l'aide même de « jobs dating » dans différentes académies. Des professeurs qui seront ensuite jetés dans les classes avec une formation à minima, ce qui va mettre beaucoup d'entre eux et elles en difficultés. Suivant les besoins, les salaires des contractuels dans certaines disciplines pourront aussi être revus localement à la hausse, sans aucun cadrage, suivant les lois de l'offre et de la demande.

Pour répondre au problème d'attractivité du métier d'enseignant, le nouveau ministre a promis des augmentations de salaire mais en suivant les orientations de son prédécesseur, augmentations conditionnées à de nouvelles « missions » : remplacements, aide individualisée, formations hors temps scolaire... Macron évoque même un « pacte » que devraient signer ceux qui accepteraient ces nouvelles missions. Les discours de Macron, Borne et la circulaire de Pap Ndiaye reprennent aussi les préconisations de la cour des

comptes visant à faire éclater le peu de cadre national qui subsistait.

Il s'agit de renforcer « l'autonomie » des établissements et des territoires, en donnant plus de pouvoir aux chefs d'établissement et aux directeurs, l'objectif étant à terme que les enseignants soient recrutés par les chefs d'établissements, suivant le modèle anglo-saxon. Macron s'appuie sur l'expérimentation menée à Marseille où l'aide financière accordée aux écoles marseillaises s'accompagne d'un « laboratoire pédagogique ». Cette autonomie se fera aussi en appui avec les collectivités territoriales, les parents d'élèves... Macron veut une école « décrochée », ce qui signifie la perte de tout cadrage national et le renforcement des inégalités. A cela s'ajoute l'entrée de l'entreprise au collège avec, à partir de la classe de 5e, une demi-journée dénommée « Avenir », destinée à rapprocher l'école de l'entreprise.

A ces orientations s'ajoute la nomination d'une ministre chargée de l'enseignement professionnel sous une double tutelle : celle de l'éducation nationale et du ministère du travail. Cette mesure est à mettre en lien avec l'affirmation répétée du renforcement de l'apprentissage, y

compris en lycée professionnel et l'annonce, par Macron lui-même, d'une nouvelle réforme de l'enseignement professionnel, « sur le modèle de l'apprentissage », avec une place encore plus grande donnée aux stages en entreprise et une diminution de l'enseignement général. Le seul critère retenu, celui de l'«employabilité» et les besoins des entreprises. Rappelons que la dernière réforme du lycée professionnel a réduit considérablement l'enseignement général et théorique, ce qui, couplé avec Parcoursup, écarte une partie encore plus grande de la jeunesse populaire d'une quelconque poursuite d'études et est à l'opposé d'une école émancipatrice. Ajoutons qu'un décret a récemment ouvert la possibilité pour les professeurs de LP d'aller enseigner en collège ou lycée.

**La suppression des lycées professionnels au profit de l'apprentissage c'est, comme nous l'avons déjà expliqué dans d'autres articles, n'offrir aux jeunes de milieux populaires qu'une formation utilitariste, en fonction des besoins des entreprises et sans possibilité d'évoluer. Ce qui est argumenté plus haut dans l'article. ★**

## Santé

## Urgences : des solutions qui continuent à casser l'hôpital

Face à la catastrophe annoncée au niveau des urgences dont nous nous sommes fait l'écho dans le dernier numéro, Macron a eu l'idée lumineuse d'asseoir un spécialiste sur le fauteuil du ministre de la santé... Avec cet effet d'annonce, la santé serait sauvée ! Mais qui est cet homme providentiel capable de renverser la vapeur dans ce système de santé à la dérive ?

Le Dr François Braun est chef du service des urgences du centre hospitalier régional (CHR) de Metz-Thionville et président du Samu-Urgences de France. Face à la crise des urgences qui s'annonçait pour l'été, il avait été chargé par Macron d'une mission « flash » sur la situation avec des propositions à court et plus long terme pour y faire face. Il est avant tout un proche de Macron et référent de la République En Marche en matière de santé.

Sans surprise, il constate une aggravation de la situation des hôpitaux par rapport à début juin. Ce sont maintenant 133 services d'urgence qui sont en difficultés dont 11 CHU et 2 CHR : manque de médecins urgentistes, de personnel paramédical et de lits d'aval. Une bonne centaine d'hôpitaux déprogramment des opérations ou des consultations faute

de soignants ou de lits disponibles. Ses propositions sont dans la continuité des exigences de la politique actuelle de privatisation des hôpitaux. Ses 48 recommandations prétendent répondre ponctuellement à la crise tout en continuant à dépecer les hôpitaux.

Il s'agit surtout de généraliser ce qui a déjà été expérimenté à Bordeaux et Grenoble : empêcher le tout-venant de venir aux urgences et faire le tri des patients.

Deux méthodes :

- passer par ce service de tri qui peut vous renvoyer sur une autre structure ou la médecine de ville avec un transport pris en charge par la sécu ou non ;
- appeler le 15 qui donnera le feu vert ou non et vous aiguillera là où ce sera possible.

Des messages gouvernementaux vont enjoindre à la population de passer par le 15.

Mais derrière le téléphone, il faut pour cet été des personnels formés à détecter les situations réellement urgentes ; or la formation des Assistants de Régulation Médicale (ARM) est de 1 an. En attendant, les établissements devront mettre en place des personnels censés être qualifiés. Le manque de médecins régula-

teurs amène aussi à faire appel à des médecins généralistes avec des tarifs incitatifs.

D'autre part, pour faire face à l'impossibilité de trouver des consultations sans rendez-vous, surtout dans certaines plages horaires, il est prévu pour les soins non urgents de généraliser le SAS, Service d'Accès aux Soins qui doit dispatcher les patients sur les établissements publics et privés du médico-social ou de ville.

Les médecins qui accepteront de prendre des patients hors de leur patientèle sans rendez-vous envoyés par le 15 toucheront 15 € en plus de la consultation.

Progressivement, un annuaire national pour l'organisation des soins non programmés sera mis en place avec les plages disponibles des médecins généralistes avec comme but des applications qui permettront au quidam de se diriger lui-même vers ces disponibilités via le téléphone portable.

Ces solutions visent à « responsabiliser » les malades pour qu'ils évitent les urgences ; dans certaines communes, devant le désert médical, certains maires ont pris des arrêtés interdisant à leurs administrés de tomber malades pendant l'été ! Elles auront aussi pour effet de favo-

riser les cliniques privées puisque les patients les plus graves iront à l'hôpital et il n'y aura pas le choix entre le public et le privé.

L'extension des téléconsultations ou la généralisation des « bed managers » ou chercheurs de lits d'aval aux urgences, vise à faire partir les patients plus vite.

C'est une nouvelle dégradation des services publics hospitaliers qui est organisée avec une fuite des personnels maltraités et mal rémunérés. Les revalorisations annoncées du travail de nuit et de W.-E. se font attendre, alors que les personnels veulent de vraies augmentations de salaires et non des primes conjoncturelles qui montrent une volonté de répondre au cas par cas aux périodes de tension mais pas de résoudre structurellement le manque de personnel dans le public.

Pour Christophe Prudhomme de l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF), « Avoir un service d'urgence à 30 minutes de chez soi, ouvert 24 heures sur 24, 365 jours par an, ce n'est pas une option. C'est une nécessité absolue pour assurer la sécurité de la population. Il y a déjà des morts et il va y avoir des morts. » ★

## Pôle Emploi, une machine à broyer chômeurs et salariés

La présidence Macron a amplifié la répression contre les chômeurs et Pôle Emploi en est le bras armé. La vieille antienne chômeur-fainéant est réapparue, tout comme le focus sur les fameuses offres non pourvues... et impourvoyables ! Et après la crise Covid, le gouvernement relaie la pression des entreprises pour trouver des salariés récalcitrants.

Le service contrôle s'est étoffé, avec 1000 postes en ligne de mire. Les agents, eux, ont constaté que, loin de la « redynamisation » annoncée de chômeurs désabusés, les listes automatiques de personnes à contrôler sont fortement orientées par l'établissement et brident leur autonomie. Et on constate aussi, dans beaucoup d'agences, une nette incitation des directions locales auprès des conseillers pour « signaler » des personnes à contrôler, au moins une ou deux par semaine !

Cela, c'est la mise en application du discours de Macron de novembre 2021, menaçant : « *Les demandeurs d'emploi qui ne démontreront pas une recherche active d'emploi verront leurs allocations suspendues* », suivi de l'annonce d'E. Borne de 250 000 contrôles (+ 25 %) en particulier dans

les secteurs en tension.

Cette course au contrôle s'appuie sur les mesures punitives du gouvernement d'E. Philippe de 2018, renforcées, en septembre 2021, dans la Loi « *Pour la liberté de choisir son avenir professionnel* ». Sous couvert d'une gradation des sanctions a été introduite la possibilité de supprimer les allocations de un à plusieurs mois pour des motifs mineurs baptisés « *manquements* ». C'est ce que constate le médiateur de Pôle Emploi dans son rapport du 28 juin 2022. Il avoue que le texte a « *rigidifié les pratiques, en les enfermant dans un barème plus sévère encore et en fournissant une légitimité nouvelle aux postures excessives* ». Car, dans les agences, la course à la performance et aux résultats a conduit à appliquer avec une extrême rigueur les sanctions les plus dures, avec « *un usage fréquent des radiations de six mois et surtout [la] suppression définitive du revenu de remplacement* », de façon disproportionnée, reconnaît encore le médiateur.

Pour le personnel, la tension est forte. Les raisons qui ont poussé à la grève en février sont toujours là.

Tous les chiffres sont scrutés à la loupe et agents et agences sont

« comparés » dans une émulation qui n'a rien de saine. Cela pousse certains à ne pas respecter les droits du public, voire à le contraindre sans lui demander son avis. Des jeunes demandeurs d'emploi sont d'office basculés dans des mesures jeunes sans en être informés, avec des obligations de formations ou de prestations non souhaitées ou peu opportunes en réalité. Autant de situations conflictuelles...

Il faut rajouter l'application au 1<sup>er</sup> décembre d'une nouvelle règle d'indemnisation qui parachève la paupérisation des précaires, pénalisés par des délais plus courts pour acquérir des droits, et l'inclusion des jours non travaillés dans le calcul, induisant la baisse substantielle des allocations. Pour les agents de l'indemnisation, il y a un accroissement des difficultés, car la réforme complexifie les calculs et rallonge le traitement, alors que la formation est insuffisante. D'autre part, une réorganisation charge ces agents de « portefeuilles » de plusieurs centaines jusqu'à un millier d'allocataires, qu'il faut suivre individuellement. A eux, donc, d'affronter la « honte », disent-ils, d'annoncer des allocations indécentes de quelques euros journaliers,

et des injustices criantes, et de subir en retour la détresse et l'incompréhension. 70 % des recours au Médiateur portent actuellement sur l'indemnisation et les trop perçus.

Pour parachever le tableau, Macron a annoncé le remplacement de Pôle Emploi par France Travail, renforçant l'insécurité sur l'avenir d'un établissement plombé par les départs et les valse de CDD peu titularisés. Il s'y rajoute une tendance lourde à supprimer tous les services qui s'adressent à des usagers spécifiques ; on voit fondre l'accompagnement des personnes en difficulté : le suivi global, en mairie, l'IAE - Insertion par l'activité économique, la CSP - *Contrat de sécurisation professionnelle* - pour les licenciés économiques, et des menaces aussi sur ce qui reste des agences Spectacle...

Cette situation, grosse de mécontentement, a conduit l'intersyndicale de Pôle Emploi (CFTC, CGT, CLL, FO, Snap, Snu, Solidaires, Unsa) à convoquer une AG le 28 juin, en Ile-de-France. Très mobilisées, les 150 personnes présentes ont voté à l'unanimité pour une grève active le 11 octobre. La lutte collective, c'est la seule voie pour exiger le service public de qualité ! ★

## Culture en danger : les mauvais coups de Wauquiez !

Si il est vrai que les aides de l'Etat ont permis qu'aucune institution culturelle ou librairie n'ait déposé le bilan pendant le confinement (hors associations et indépendants), il n'en reste pas moins que l'équilibre reste fragile, le public n'est pas revenu facilement et la stigmatisation comme « activité non essentielle » a laissé des traces profondes. Les moyennes de fréquentation n'ont pas toujours retrouvé leur niveau d'avant la pandémie et l'augmentation des coûts de l'énergie pèse sur les budgets. C'est dans ce contexte qu'intervient la récente décision du Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes (AURA) et de son président LR Laurent Wauquiez.

Imposées sans aucune concertation, de brutales coupures de subventions du spectacle vivant, à partir de mai, ont été annoncées par voie de presse. Elles remettent en question des budgets entérinés trois semaines plus tôt et impactent des saisons et des programmations déjà engagées, sans aucune garantie sur les années suivantes !

Sous couvert d'un rééquilibrage entre les métropoles et les « territoires qui en sont le plus éloignés », elles touchent principalement les deux

métropoles régionales qui ont élu des municipalités écologistes, épargnant les communes pilotées par des élus LR. A Lyon, les plus grosses pertes sont de 500 000 euros pour l'Opéra de Lyon, de plus de 250 000 pour la Biennale d'Art Contemporain... La Villa Gillet, organisatrice du festival Littérature Live, qui initie de très nombreux lycéens à la littérature, perd toute sa subvention. Le TNP de Villeurbanne, pourtant marqué du label de « capitale française de la culture 2022 », est également visé... A Grenoble, les baisses touchent plus de la moitié des acteurs culturels subventionnés par la Région, avec un budget réduit de 1,88 à 1,34 million d'euros entre 2021 et 2022. Sont notamment concernés l'Orchestre de chambre (-100 000 euros, soit -100 %) ou la Maison de la Culture (-120.000 euros, soit -25,5 %)... Ces coupes visant la culture s'ajoutent à la suspension des subventions de la Région décidées à la suite de l'adoption en mai par le conseil municipal d'un règlement des piscines autorisant de fait le port du burkini.

Au total, ce sont près de 4 millions d'euros en moins pour 180 institutions, associations et festivals de la région qui ont été supprimés brutalement pour l'année en cours. Qu'il

s'agisse d'écoles d'enseignement supérieur, de structures de spectacle vivant, du cinéma, d'art contemporain, de littérature, d'observatoires, d'ensembles indépendants ou encore de compagnies... Ce sont des structures de toutes tailles et de tous les départements de la Région qui sont fragilisées. En bout de chaîne, les artistes trinqueront.

Par ces décisions particulièrement brutales, L. Wauquiez, ex-président de LR, se place dans la course au leadership de la droite dure. Les justifications qu'il avance sont très proches des thèmes développés par le Rassemblement national, opposant villes et campagnes, petits et gros opérateurs, culture « élitiste » et culture « populaire »... ! Sa conception de la culture est réduite au patrimoine et à la mémoire, avec une forte connotation nationaliste. La thématique « Culture et patrimoine » devient « *Fier de son identité régionale, Mémoire et patrimoine* », avec, notamment, le développement touristique du site de Gergovie en Auvergne pour « *rendre hommage à la civilisation gauloise... et transformer les sites arvernes en un grand centre muséographique et historique de la civilisation gauloise* ».

### La mobilisation s'organise

Les 7 et 30 juin, des rassemblements ont eu lieu devant le Conseil Régional : « *Wauquiez, rends l'argent* » et « *SOS Culture en détresse* ». Un très grand nombre d'acteurs culturels de la région et hors Aura ont signé une pétition où il est indiqué : « *...En conséquence de ces annonces, sans préparation ni dialogue avec les structures impactées, ce seront inévitablement des emplois qui seront fragilisés ; des spectacles pourtant planifiés qui ne pourront pas être présentés aux publics ; des auteurs, des musiciens, des plasticiens, des enseignants, des interprètes, des techniciens du spectacle, des intervenants de projets d'éducation artistique qui ne pourront pas être employés, voire des emplois permanents qui seront menacés...* »

Dans ce contexte de crise, la culture est un enjeu. Nous devons soutenir les artistes qui la défendent comme instrument d'émancipation et de liberté. C'est aussi un moyen de combattre le racisme, le nationalisme et autres pensées régressives. ★

**Grèves pour les salaires****Elles continuent à se développer, se répondent et s'encouragent les unes les autres !**

**S**NCF, Aéroport de Paris (ADP - Orly et Roissy), RATP, SNCF, routiers, monopoles (Total, Dassault ou Thalès), sous-traitants de grands groupes, secteur public (audiovisuel), les mouvements de grève pour les salaires se multiplient et touchent tous les secteurs les uns après les autres.

Depuis l'automne 2021 où les grèves se sont développées dans l'agroalimentaire, les assurances, la sécurité, l'aéronautique, les parfumeurs (Marionnaud et Séphora), les grandes enseignes (Leroy Merlin et Décathlon) ainsi que dans une myriade de PME ou d'entreprises de taille moyenne moins connues du grand public, le mouvement pour des augmentations de salaires se poursuit et s'étend... sans que les deux campagnes électorales des présidentielles et législatives viennent le perturber.

Longtemps occultés dans les grands médias, il est difficile aujourd'hui de cacher ces mouvements de grève quand ils touchent la SNCF ou ADP en pleine période de départs en vacances ! Et il est tout aussi difficile d'opposer les usagers de ces transports et les travailleurs grévistes quand la question de l'inflation touche tout le monde.

Comme nous l'avons analysé dans nos précédentes éditions, ces grèves

sont l'expression de la lutte de classe entre le capital et le travail. Jérôme Pélisse, professeur à Science Po et chercheur au centre de sociologie des organisations ne dit pas autre chose quand il déclare : « *Cette vague de grèves vient rappeler combien la relation salariale est fondamentalement conflictuelle et repose sur un rapport de force...* »

Ce mouvement gréviste s'inscrit dans un contexte de forte inflation et de reprise de l'économie après la période où l'appareil de production a tourné au ralenti ; comme nous l'avons également souligné dans nos précédents articles sur cette question, ces mouvements s'expliquent aussi par le fait que les travailleurs ont payé cher la crise sanitaire alors que les profits des entreprises ont connu des montants exorbitants. Les travailleurs réclament leur part, d'autant que la vie chère grignote tous les jours un peu plus leur pouvoir d'achat.

**Nouvelle génération de travailleurs grévistes**

Il se confirme que ces grèves mettent en mouvement une nouvelle génération de travailleurs qui, jusque-là, n'avaient jamais participé à une lutte

collective et qui en font donc l'expérience pour la première fois. Ils comprennent dans la lutte l'importance de l'organisation syndicale qui leur donne des moyens pour la lutte. Ces grèves, de différentes durées, de différentes ampleurs, finissent toujours par arracher des augmentations, parfois minimales, d'autre fois plus significatives. La tendance est partout à exiger des augmentations uniformes de salaires en euros (100, 200, 300, et plus...) et non des primes, ce que proposent souvent les patrons. Mais les travailleurs savent que les primes versées une fois et qui ne sont pas soumises à cotisations sociales, ne compteront pas pour le calcul de leurs pensions. Ils veulent des augmentations pérennes et significatives. Car dans plusieurs branches, notamment dans la métallurgie mais pas seulement, les grilles de rémunérations font que le premier échelon se situe maintenant en dessous du SMIC et les salaires se tassent de plus en plus entre les différentes qualifications.

Dans le groupe Aéroports de Paris la grève a réuni tous les syndicats de toutes les professions sur la base d'une revendication unique : 300 euros pour tous ! Ce mouvement montre la force des exigences des travailleurs et leur conscience de

s'affronter à un groupe, quel que soit leur métier. Dans plusieurs grèves, l'unité syndicale a pu se réaliser sous la pression de l'exigence des travailleurs qui savent que pour gagner, arracher le maximum, il faut présenter un front uni face au patron.

**L'importance de la solidarité**

La solidarité des usagers, des travailleurs du groupe, des travailleurs des autres entreprises du secteur... est un puissant encouragement pour les travailleurs en lutte et un élément important de la construction ou du renforcement de la conscience de classe.

Partout où des grèves pour les salaires éclatent nous devons manifester notre solidarité en nous rendant sur les piquets, en adressant des messages, des soutiens financiers quand cela est possible et en popularisant ce mouvement autour de nous en lien avec les travailleurs en lutte (tract, collecte, etc.). Comme nous le disions dans notre article du mois de Juin, « c'est aussi une façon de se préparer à des affrontements de plus grande ampleur ». ★

**Grosse mobilisation dans l'audiovisuel public**

**L**es salariés de France Télévisions et Radio France ont massivement fait grève le mardi 28 juin, rejoints par ceux de France Médias monde et de l'INA. Face aux menaces qui pèsent sur l'audiovisuel public et son financement, l'ensemble des syndicats entendaient alerter l'opinion de la gravité de la situation.

Ils dénoncent la décision du gouvernement de supprimer la redevance sur l'audiovisuel cet été au prétexte de « redonner du pouvoir d'achat » et de financer les médias publics sur le budget général dans un cadre pluriannuel, dont les modalités restent à préciser, ainsi que les propositions des sénateurs LR de fusionner les médias publics. Comme l'explique Serge Cimino, délégué SNJ de France Télévisions, « rien ne nous garantit que notre financement sera à la même hauteur les prochaines années. C'est toute une économie qui est fragilisée, car la télévision publique finance aussi le cinéma, le spectacle vivant, des opérateurs privés dans la fiction ou l'animation. » Et un journaliste de

compléter : « *La fin de la redevance (ressource affectée) et son remplacement par un budget décidé par chaque gouvernement risquent de soumettre le service public aux arbitrages et pressions politiques incessantes. En clair, de le fragiliser et de mettre en danger son indépendance* ».

Les dernières annonces faites le 5 juillet concernant les informations régionales ne font qu'alimenter ces craintes. En effet, France 3 s'apprête à mettre fin aux éditions nationales du « 12/13 » et du « 19/20 ». Calendrier envisagé : septembre 2023, à la faveur d'un « vaste projet de transformation de son offre d'information » baptisé « Tempo » et présenté le 5 juillet aux représentants du personnel. « Ça va être un tremblement de terre », pronostique un reporter. Selon la direction, cette « nouvelle phase de régionalisation » devrait se faire autour « de la constitution de grandes tranches d'information confiées aux équipes régionales, reflétant l'actualité au plus près de chez soi, ailleurs en France comme à

l'autre bout du monde ». Mais pour le SNJ, c'est « l'ultime trahison ». Et de dénoncer les propos irrespectueux de la présidente de France Télévisions, Delphine Ernotte, sur le travail des journalistes, qui n'a pas hésité à qualifier les éditions nationales de France 3 de « *rebutiquage de reportages de France 2* ».

Selon les syndicats, l'actualité française et internationale serait ainsi traitée grâce à « des modules (...) fabriqués par les journalistes-deskeurs de France Info et envoyés à toutes les régions pour les inclure dans leurs journaux XXL ». En dépit des dénégations de la direction, qui prétend que cette régionalisation va se faire à budgets constants, tous s'attendent à ce que cette « nouvelle régionalisa-



Manifestation des salariés de France Télévisions mardi 28 juin.

tion » se traduise par une nouvelle réduction d'effectifs. Mais aussi et surtout qu'elle se traduise par une perte d'autonomie de la ligne éditoriale et par la mise en place d'une information uniformisée, aseptisée et uniformisée pour l'ensemble des chaînes du service public.

Le mouvement du 28 juin, bien suivi, n'est qu'un début. D'autres mouvements sont d'ores et déjà programmés à la rentrée si le gouvernement persiste dans sa volonté de saborder le service public de l'audiovisuel ! ★



# Des grèves en cascade dans la métallurgie

Après la réussite de la journée nationale de mobilisation pour défendre la convention collective que le patronat de l'UNIMM veut mettre à bas, après la journée de grève en Alsace des métallos pour défendre les acquis menacés de cette convention, la lutte se poursuit dans les usines de cette branche pour des augmentations de salaires.

## Ratier-Figeac dans le Lot (spécialisé hélices pour turbo ; 1000 salariés)

Depuis le 17 juin plus de 350 ouvriers, ne cédant pas aux menaces sur l'emploi et à la mise en concurrence des sites, sont toujours aussi nombreux et déterminés à poursuivre la grève illimitée pour les salaires avec une production toujours à l'arrêt. Ce que veulent les grévistes c'est une augmentation de salaire de 300 euros bruts par mois.

Le 30 juin la direction se dit prête à lâcher plus de 5 % pour les salaires de plus de 2000 euros, plus de 3,6 % pour les salaires entre 2000 et 2500 euros... des premières avancées insuffisantes pour la CGT. Le mouvement pour les 300 euros est appelé à se développer au niveau du groupe Figeac Aéro avec la grève à l'appel de

la CGT à Auvergne Aéro Aulnat (tôle-rie chaudronnerie aéronautique).

## Lear Corporation Jarny (Meurthe-et-Moselle)

Première grève pour les salaires dès avril dans le groupe Lear Corporation sur le site de Feignies (Sambre) spécialisé dans l'équipement automobile. Le mouvement pour les salaires l'emporte sur les inquiétudes sur l'emploi suite à une perte du donneur d'ordre principal pour le siège du prochain Renault Master en 2024 (la Sovab) qui devrait être délocalisé en France sur le site de Faurecia à Villers-la-Montagne. On sort par le haut du chantage emploi contre salaires et de la mise en concurrence des sites et des travailleurs. Trois jours de grève totale pour les 100 euros ont permis d'obtenir une augmentation générale de 3 % pour les ouvriers, 2,5 % pour les Etam, 2 % pour les cadres ainsi qu'une prime de 85 euros bruts par mois à partir du 1er mai 2022.

## Safran Besançon (Doubs)

Dans ce groupe équipementier aéronautique majeur (76 000 salariés dans 32 pays, 43 millions de bénéficiaires malgré la crise du Covid, 1,1 milliard de dividendes), le site de Besançon (280

emplois) fabrique des pièces pour l'aviation civile et militaire. A l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, FO, 120 salariés (la quasi-totalité des ateliers de production) se sont mis en grève reconductible depuis le 22 juin. Ils revendiquent 150 euros d'augmentation de salaire après avoir eu seulement une aumône de 1,4 % en janvier. Ils ont décidé de reconduire la grève jusqu'à l'obtention de leur légitime revendication. La CGT métallurgie Besançon a appelé tous ses syndicats à envoyer des délégations de camarades auprès des salariés de Safran pour apporter leur soutien. Les premiers reculs de la direction du groupe : des hausses de 40 à 60 euros pour les ouvriers et ETAM et l'ouverture de négociations pour le versement de l'intéressement et 3 à 5 jours de RTT payés à la demande des salariés. Fort de ce premier succès, c'est par une coordination de lutte du groupe que le mouvement pourra gagner à l'occasion de la réouverture des NAO arrachées en octobre.

## Forvia Hambach et Automotive Exteriors (Moselle)

Ne cédant pas aux chantage sur leur emploi après un rachat par le groupe britannique Inéos Automotive assorti

d'une menace d'arrêt de la production de l'habillage extérieur de la SMART en 2024, c'est depuis 46 jours (début du mouvement le 11 mai) qu'un mouvement de grève particulièrement bien suivi met à l'arrêt la production. Avec Automotive, site voisin, ce sont 2 usines de Faurecia, équipementier de la SMART, en grève illimitée, grève menée par une intersyndicale CGT, CFDT, CF-CGC.

C'est l'abus de mise au chômage partiel avec pertes de salaires qui a mis le feu aux poudres. Face à des refus d'accord de la direction, les grévistes bloquent le rond-point le plus proche pour obtenir une prime supra-légale uniforme pour tous prenant en compte l'ancienneté et l'âge.

## Baomarc Argancy (Moselle)

Sur les 165 CDI, 100 ouvriers de l'usine spécialisée dans la fabrication des châssis de Master se sont mis en grève pour l'augmentation de leur pouvoir d'achat avec une demande de 1000 euros de prime exceptionnelle. 2 jours de grève ont pu faire gagner un complément de 400 euros sur l'intéressement, 3 centimes de plus sur le barème kilométrique, et une prime pouvoir d'achat de 600 euros. Un succès encourageant. ★

## Saint-Dié-des Vosges (88)

# Action dans les établissements de Turbulences

L'association Turbulences gère deux établissements accueillant des personnes en situation de handicap ainsi qu'un service à domicile (SAMSAH).

L'objet de l'association est de créer et gérer une maison d'accueil et d'éducation et tous services à domicile pour les enfants et adultes porteurs de handicap, avec la participation de leurs familles et amis.

Le M21, ce sont des services et un établissement pour enfants et adolescents souffrant de polyhandicap, une déficience mentale grave et une déficience motrice importante entraînant une réduction notable de leur autonomie. L'accueil se fait le plus souvent en internat ou en semi-internat. Mosaïque est une maison d'accueil spécialisée (MAS). Les MAS ont pour mission d'accueillir des adultes handicapés en situation de « grande dépendance », ayant besoin d'une aide humaine et technique permanente, proche et individualisée.

Les services des SAMSAH permettent à des personnes handicapées de vivre en milieu ordinaire. Ils proposent une aide pour les tâches et les actes essentiels de la vie quotidienne et des activités sociales diverses pour sortir les personnes de leur isolement. 180 salariés travaillent dans ces structures.

## Le personnel se mobilise

Les conditions de travail, le manque de personnel ont fait réagir les travailleurs qui, avec le soutien de l'Union locale CGT, ont créé un syndicat afin de pouvoir revendiquer et mener des luttes pour plus de moyens, de personnel et des conditions de travail dignes.

Déjà en septembre 2020, il y a eu un mouvement de grève portant sur les conditions de travail fortement dégradées, l'insécurité au sein des établissements, le fait que les salariés ne sont pas entendus, pas respectés, ignorés.

Ce vendredi 1<sup>er</sup> juillet, un nouvel appel à la grève a été lancé par la CGT. L'objectif était de faire connaître la situation, de la porter sur la voie publique et d'alerter les parents et les membres de l'Association.

Que ce soit par la voix des délégués ou des grévistes que nous avons interviewés pour notre journal, la colère s'exprime de façon unanime : trop de souffrances au travail, manque de moyens et d'effectifs importants, avec des conséquences insupportables pour les soignants qui constatent, malgré leur bonne volonté, la dégradation mentale et physique des résidents. La CGT dénonce

le fait que le Président de l'Association et la Direction ferment les yeux sur cette situation, trop préoccupés par faire des économies par tous les moyens, sur le dos du personnel et donc des résidents. Déjà lors de la période Covid, les salariés ont dû faire face avec peu de moyens. Les salariés sont à bout, preuve

en est les nombreux burn-out, même parmi les cadres. Lors de la dernière visite de la commission de sécurité, les conclusions ont été défavorables : locaux insalubres, alarme incendie vieillissante, etc. De plus, dans le même établissement, tous les salariés n'ont pas bénéficié des mesures du Ségur. Côté infirmerie, la CGT déplore qu'un tel service ne soit pas dirigé par des personnes ayant des connaissances spécifiques liées au médical et revendique la gestion de ce service par une personne relevant du paramédical. L'entrevue entre une délégation de militants et le Président de l'association et le Directeur n'a rien amené de positif. Au contraire, la direction allant jusqu'à traiter les délégués de menteurs, ce qui ne fait



Action dans les établissements de Turbulences

qu'attiser la colère des grévistes. Une assemblée générale s'est tenue le lendemain. Le Président n'a pas été reconduit dans ses fonctions : c'est une première victoire.

La solidarité s'est exprimée lors de ce rassemblement : de nombreux militants de l'USD santé 88 sont venus des quatre coins des Vosges (de Gérardmer à Vittel en passant par Epinal et toutes les structures de santé des Vosges), l'UD Vosges, des cheminots CGT, les UL CGT de Raon-l'Étape et de Saint-Dié, la Fapt et la métallurgie Vosges, pour se rassembler devant l'établissement M21. Comme dit dans La Forge de juin « il n'y a pas de petite lutte », et en l'occurrence il y avait une grosse solidarité. ★

## Nucléaire : continuons à manifester notre opposition !

« C'est un jour noir pour l'environnement et le climat. Réunis en plénière à Strasbourg, les parlementaires européens ont validé à 328 voix contre 278 la proposition de la Commission Européenne d'inclure le nucléaire et le gaz dans la taxonomie verte européenne. Nous dénonçons avec force les lobbies à la manœuvre et le rôle délétère majeur joué par la France. »

Ainsi s'exprime le Réseau Sortir du nucléaire dans un communiqué publié le 6 juillet à la suite du vote des parlementaires européens qui ont validé la décision prise en amont par la Commission.

Il semblerait que, sur cette question, la France ait eu l'appui du gouvernement ukrainien ! En effet, le journal Le Monde souligne que la veille du vote les parlementaires ont reçu une lettre du ministre de l'énergie de l'Ukraine vantant le rôle du nucléaire et de la filière gazière domestique dans la reconstruction du pays.

Et comme si une mauvaise nouvelle ne venait jamais seule, ce même mercredi, Elisabeth Borne confirmait devant les parlementaires français, dans son discours de politique générale, le choix du nucléaire, « une énergie décarbonnée, souveraine et

compétitive » (sic) ! Elle annonçait également, et les choses sont liées, la nationalisation complète d'EDF, entreprise détenue aujourd'hui à 83,9 % par l'Etat. L'argent public si nécessaire au secteur de la santé, de l'éducation, du logement social... et de tant d'autres besoins sociaux va donc servir à renflouer une entreprise déjà très lourdement endettée et qui s'apprête à engager des milliards dans la construction de nouveaux EPR et la prolongation de la vie des vieilles centrales. Pour ces projets-là, Le Maire n'a pas peur de l'endettement. Il est vrai qu'avec cette nouvelle taxonomie, EDF pourra bénéficier des milliards du plan énergie verte de l'UE et celui des marchés financiers.

Le Réseau Sortir du nucléaire ne se décourage pas pour autant et poursuit sans relâche son travail d'explication pour convaincre de la nocivité de ces choix, ceux de l'oligarchie. Après l'annonce par Macron de la relance du nucléaire, le réseau a lancé une grande campagne intitulée : « **Nouveaux réacteurs : ni ici, ni ailleurs !** ». Une pétition en ligne (<https://www.sortirdunucleaire.org/Nouveaux-reacteurs-ni-ici-ni-ailleurs>), des affiches, une carte postale à l'adresse de l'Elysée,

des tracts, un argumentaire, et des actions de terrain sont prévues dans différents lieux du territoire national. Il est important de relayer cette campagne et de s'y associer partout où nous le pouvons).

### Extraits du communiqué du réseau

(...) Le Parlement européen, qui s'était initialement prononcé contre l'inclusion du nucléaire et du gaz dans ce texte, avait la possibilité de contester l'acte délégué publié début 2022 par la Commission Européenne, qui classait ces énergies polluantes parmi les technologies « de transition ». Mais alors que les commissions « Environnement » et « Économie et Finance » avaient refusé ce classement, les parlementaires réunis en plénière semblent avoir finalement cédé aux sirènes des lobbies. Les élus français-macro-nistes de « Renew » portent une responsabilité écrasante dans cette décision catastrophique.

Qualifier le nucléaire et le gaz fossile d'énergies « de transition », c'est faire perdre toute signification aux mots et vider totalement de son sens un outil initialement destiné à lutter



contre le greenwashing. Comment le gaz, émetteur de gaz à effet de serre, peut-il rentrer dans cette catégorie ? Sans parler du nucléaire, dangereux, polluant même en fonctionnement régulier, producteur de déchets ingérables, et trop lent et trop coûteux pour constituer un levier pertinent face à l'urgence climatique ! Tout euro dépensé pour la poursuite du nucléaire sera une ressource dilapidée au détriment des vraies solutions au changement climatique : sobriété, efficacité et énergies renouvelables. ★

### « Bouclier loyer »

## La non-réponse du gouvernement à la crise du logement et à l'inaccessibilité des loyers

D'un côté, la hausse des prix de la nourriture, du transport, du gaz et de l'électricité..., diminue les ressources disponibles pour obtenir ou conserver un logement. De l'autre côté, la hausse des loyers (+2,48 % en 1 an au 1er trimestre) alourdit encore la part du logement, premier poste de dépenses pour les ménages modestes. Après une importante augmentation en 2021 (12 000 selon les évaluations officielles), les expulsions locatives pour impayés de loyers vont donc encore immanquablement connaître une nouvelle explosion cette année.

La situation est d'autant plus dramatique que l'offre de logements sociaux reste bien inférieure aux besoins. Plus de 2 millions de demandeurs sont en attente d'un logement HLM. Plus leurs ressources sont faibles, moins elles ont de chances d'en obtenir un.

Dans le même temps, les aides personnelles au logement (APL, allocations logement) n'ont cessé d'être rognées au fil des réformes dont le dernier avatar est la prise en compte des ressources dites « contemporaines » (1 milliard d'euros d'économies en 2021). Précédemment, la pseudo « réduction sociale des

loyers » (en réalité une baisse des APL) avait mis en place une ponction considérable des ressources des bailleurs sociaux (moins 6 milliards sur 5 ans) entraînant une dégradation importante de l'entretien des logements existants.

La situation est encore plus scandaleuse pour ce qui est de l'hébergement d'urgence. Au manque de places s'ajoutent les conditions d'accueil souvent indignes : défauts d'hygiène et d'intimité, remises à la rue en journée, éloignement géographique... Ce n'est donc pas sans raison que dans les nombreuses mobilisations impulsées par le DAL, résonne souvent ce chant :

« *Les souris et les cafards, y'en a marre, y'en a marre ! Et toutes les punaises de lit, y'en a marre, y'en a marre ! Les dossiers dans les tiroirs, y'en a marre, y'en a marre ! Les loyers qui sont trop chers, y'en a marre, y'en a marre ! L'ascenseur toujours en panne, y'en a marre, y'en a marre ! Les quartiers abandonnés, y'en a marre, y'en a marre !...* »

Les réponses avancées par le nouveau gouvernement Borne sont loin du compte.

Il propose un « bouclier loyer » avec un plafonnement des hausses de

loyers à 3,5 % maximum, pendant un an. Ce dispositif inscrit dans le projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour 2022, va être soumis au vote du Parlement. Selon le DAL, une hausse de 3,5 % représenterait une augmentation moyenne par mois et par locataire de 16,90 €, tandis que « le gain de la hausse de 3,5% des APL ne se montera qu'à 7,30 € mensuel en moyenne ». Si l'on ajoute cette perte

aux économies budgétaires générées par les différentes réformes, « les locataires touchant l'APL devront donc dépenser en moyenne environ 39 € de plus par mois pour se loger ». Dans ce contexte, les avancées qui peuvent être gagnées ne pourront l'être que par la lutte et la solidarité avec tous ceux qui se mobilisent pour l'accès pour tous à un logement



« Pas de toit, on reste ! » Grenoble, le 1er juillet. Concert de casseroles devant la Préfecture de l'Isère puis devant la DDETS (Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités). 80 familles occupent depuis plus d'un mois l'esplanade Alain le Ray, parmi lesquelles des familles avec enfants en bas âge et des femmes enceintes. La lutte se poursuit pour que toutes aient un toit décent, « sans tri ». Au niveau national, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le DAL prépare pour le 7 juillet une « marche vers le ministère de l'Intérieur » contre les expulsions.

décent, ce qui signifie, dans l'immédiat, l'arrêt des expulsions, la réquisition des logements vides, une revalorisation conséquente des aides personnelles au logement, l'abrogation des contre-réformes du quinquennat précédent, la soustraction de l'immobilier aux appétits des spéculateurs et la construction de logements à loyers abordables. ★

Migrants, travailleurs étrangers

# Non aux expulsions ! Ouvrez les guichets ! Régularisez !

En France, après une baisse significative lors de la pandémie de Covid, les expulsions de migrants arrivés illégalement sur le territoire français ont repris de plus belle. Aujourd'hui, de plus en plus d'expulsions sont liées au non-renouvellement des titres de séjour de par les conditions de non-accueil des étrangers, pour l'essentiel des travailleurs ou des travailleuses, dans les préfectures et sous-préfectures. Celles-ci sont débordées, ne pouvant pas assurer leur mission dans les temps : fermeture des bureaux lors de la pandémie puis en effectifs réduits, télétravail des agents, etc. Mais surtout la dématérialisation systématique des procédures de demande, de renouvellement ou de toute autre démarche fait que l'écrasante majorité des étrangers se retrouvent dans l'impossibilité d'obtenir un rendez-vous pendant plusieurs mois. Entre-temps, leur titre de séjour a expiré et ils se retrouvent de ce fait en situation irrégulière quand ils ne sont pas licenciés car n'ayant pu présenter à leur employeur le fameux récépissé

justifiant de leur droit au travail. Avec pour conséquence une impossibilité de régulariser à terme leur situation puisque... sans travail.

Une spirale infernale dénoncée par les associations intervenant en soutien aux migrants (1) dans un communiqué en date du 9 juin qui exigent « l'attribution de moyens supplémentaires à leur accueil en préfecture, le maintien de modalités alternatives pour l'accès aux démarches, et des délais raisonnables d'accès au service public ». Outre la réouverture des guichets d'accueil physique, la CGT de son côté exige « la suppression de l'obligation d'obtenir une autorisation de travail à chaque changement d'employeur et la simplification des procédures de régularisation ».

Mais alors même que le Conseil d'Etat, dans un récent avis, précise que le préfet ne pouvait pas imposer le tout-numérique et rappelle la nécessité d'un accompagnement des personnes et du maintien d'un accueil physique au guichet, les préfectures notamment celles de la région pari-

sienne continuent à utiliser la dématérialisation pour bloquer les demandes de régularisation. Certaines comme celle de Bobigny, refusent même d'appliquer les décisions du Tribunal administratif qui les obligent à délivrer des rendez-vous pour déposer un dossier. D'où l'explosion des OQTF et des expulsions. L'expulsion dans le 92 d'une mère de famille nombreuse sous prétexte que « son comportement constitue du point de vue de l'ordre public et la sécurité publique, une menace réelle, actuelle et suffisamment grave à l'encontre d'un intérêt fondamental de la société française » (libellé de l'OQTF) est révélateur de cette nouvelle chasse aux migrants. Des pratiques inhumaines et souvent illégales couvertes par le ministre de l'Intérieur, Darmanin, qui s'est félicité des « bons chiffres » de ses services.

C'est pour dénoncer cette situation intolérable que plusieurs rassemblements se sont tenus fin juin devant les préfectures et sous-préfectures à Palaiseau (voir correspondance sur notre site), Bobigny... ainsi que

devant la Direction générale des étrangers en France à Palaiseau, Bobigny, Paris... avec la participation des associations de défense des droits des migrants, des syndicats CGT, SUD, FSU, et le soutien de forces politiques. Des camarades de notre parti particulièrement engagés au niveau syndical dans la lutte pour la régularisation des travailleurs sans-papiers y ont activement participé, ainsi que des travailleurs ex-sans papiers, régularisés et aujourd'hui militants syndicalistes Cgt. Des rassemblements combatifs qui ont parfois débouché sur des promesses d'ouvertures de postes supplémentaires. Des promesses que les militants entendent bien faire aboutir par de nouvelles mobilisations si nécessaires. ★

(1) ADDE (Avocats pour la défense des droits des étrangers), La Cimade, Conseil national des barreaux, Gisti, Secours catholique, SAF (Syndicat des avocats de France).

Pour le droit à l'avortement

## Solidarité avec les femmes des Etats-Unis !

Dans le numéro de La Forge de juin, nous étions intervenus sur l'important mouvement qui se développait aux Etats-Unis contre les risques de la remise en cause du droit à l'avortement. Cette attaque contre ce droit fondamental des femmes s'est concrétisée le 23 juin : la Cour suprême est revenue sur l'arrêt Roe v. Wade qui reconnaissait depuis 1973 le droit à l'avortement sur tout le territoire des États-Unis. Dans la foulée de cette décision, plusieurs Etats ont d'ores et déjà adopté des législa-

tions interdisant et criminalisant l'avortement. Mais cette décision est aussi un signal donné à la réaction qui, partout dans le monde et notamment en Europe, cherche à revenir sur les acquis arrachés de haute lutte par les femmes concernant leur droit à disposer librement de leur corps.

En solidarité avec les femmes des Etats-Unis mais aussi d'Amérique latine, d'Europe... partout où le droit à l'avortement est remis en cause ou toujours interdit, des mobilisations ont été organisées dans plusieurs

pays. En France, à l'appel du « Collectif Avortement en Europe, les femmes décident » dont font partie organisations de défense des droits des femmes, syndicats, appel soutenu par les partis politiques dont notre parti des rassemblements et manifestations se sont tenues dans plusieurs villes. A Paris, le 2 juillet, la manifestation a rassemblé quelque 3 000 personnes. De très nombreuses jeunes femmes mais aussi de jeunes hommes donnaient le ton, bien décidés à continuer à se battre pour conserver

ce droit arraché par la lutte, s'il s'avérait que la réaction, ici en France, voulait nous en priver. Dans le cortège également, Femmes Egalité, dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de la prise de position, qui fait le lien entre cette attaque contre le droit des femmes aux Etats-Unis et la nécessité de continuer à se battre en France pour exiger les moyens nécessaires sans lesquels ce droit ne peut exister. L'intégralité de la position est à retrouver sur le site [www.femmes-egalite.org](http://www.femmes-egalite.org). ★



### Aux Etats-Unis, l'avortement n'est plus un droit fédéral

Le 23 juin, le Conseil d'Etat aux USA a révoqué l'arrêt « Roe v. Wade » qui reconnaissait sur tout le territoire des USA le droit à l'avortement. La liberté de femmes de choisir d'avoir ou pas un enfant a gravement été remise en cause. (...)

**Notre solidarité va aux femmes et aux hommes américains qui se mobilisent pour défendre ce droit.**

Depuis cette décision laissant les Etats américains légiférer sur le droit à l'avortement, un certain nombre d'entre eux ont ou sont en passe de promulguer des lois interdisant l'avortement ou restreignant fortement son accès. (...)

Ce sont les femmes des milieux populaires qui sont les plus affectées, devant se rendre dans d'autres États pour pratiquer une IVG, ce qui devient impossible avec des frais de déplacement, d'hébergement et l'absence au travail. Interdire le droit à l'avortement c'est valider les avortements illégaux, non suivis qui peuvent coûter leurs vies aux femmes, et notamment à celles des milieux les plus défavorisés.

Les manifestations aux Etats Unis sont massives, les femmes, les hommes du peuple américain sont très majoritairement favorables à l'IVG.

**En France : un droit à défendre, des moyens à la hauteur**

En France, aujourd'hui, le droit est garanti par la loi, fruit de mobilisations permanentes et massives des femmes, des organisations féministes, du mouvement social dans son ensemble.

L'introduction de ce droit dans la constitution serait en effet une garantie supplémentaire face à la régression sans précédent aux Etats Unis. Mais, la proposition du groupe Renaissance (ex-LREM) à l'Assemblée a l'allure d'une manœuvre politique du camp d'E. Macron, fragilisé par les résultats des dernières élections (présidentielles et législatives), qui cherche à redorer son image.

L'IVG est une décision extrêmement difficile et douloureuse pour les femmes et nous n'accepterons pas l'instrumentalisation de ce droit à des fins opportunistes et politiciennes.

Ce que nous exigeons dans l'immédiat ce sont des moyens pour exercer ce droit aujourd'hui. Ces moyens sont amputés depuis des années et tous les jours par la politique d'E. Macron et ses gouvernements. (...) On constate quotidiennement le manque criant de moyens, les mobilisations ne cessent pas, l'usure des personnels s'aggrave... Alors, dire qu'on défend ce droit en l'inscrivant dans la Constitution, en se déplaçant pour visiter les associations qui agissent sur ce terrain, cela n'est que de la communication tant que les moyens ne sont pas augmentés, que la casse de l'hôpital public continue, que les maternités et leurs services d'IVG et de contraception ferment....

**Ces revendications d'urgence sont les premières garanties qu'il nous faut arracher pour avoir dans la réalité le droit à l'IVG.**

**Le principal gage pour bloquer les reculs c'est notre mobilisation. ★**

## Les armées se préparent aux guerres de grande intensité

Depuis sa prise de fonction, en juillet 2016, le chef d'état-major des armées, T. Burkhard, insiste sur la nécessité de préparer les forces armées... et la société dans son ensemble, à des « conflits de haute intensité ». En octobre 2021, quand les tensions avec la Russie autour de la question de l'Ukraine ont monté, il a précisé devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, ce qu'une guerre de haute intensité signifie. C'est une guerre où les affrontements militaires sont plus durs, à plus grande échelle, avec de lourdes pertes en matériels et en hommes. Cette doctrine n'est pas « nouvelle » ni propre à l'état-major français, elle est reprise et mise en œuvre par les grandes puissances impérialistes. Il s'agit de « se préparer » à un conflit avec un adversaire qui dispose des mêmes moyens conventionnels, prêt à les engager massivement. Si l'impérialisme français, les USA et leurs alliés directs, mènent depuis des dizaines d'années des guerres « asymétriques » (en Afghanistan, au Proche et Moyen-Orient, en Afrique), il s'agit de passer à « une autre échelle ». Les choix et les orientations en matière de budgets de guerre sont

dictés par cette perspective. Ils se traduisent en choix de matériels à développer, de recrutement d'hommes et de femmes et de leur formation pour « massifier les forces », de stratégies opérationnelles à développer, d'alliances à renforcer ou à tisser.

C'est bien évidemment l'Otan qui est le cœur de ces alliances et c'est en Roumanie, près de la frontière avec l'Ukraine et la Moldavie, que l'armée française s'entraîne à commander plusieurs milliers de combattants de 10 Etats membres de l'Otan (1), dans le cadre d'exercices de combat qui doivent améliorer « l'interopérabilité » des forces. Macron s'est rendu le 14 juin sur la base militaire roumaine de Constanta, qui devrait servir de camp pendant cinq ans au moins aux troupes et aux matériels envoyés de France (2). Il se félicite que la France soit la « Nation cadre » du flanc Est du dispositif Otan, dans un pays où les USA ont six bases, plus une base Otan du dispositif anti-missile. Le nouveau ministre Lecornu a annoncé que l'équivalent des forces déployées dans le cadre de l'ex-Barkhane (3 500 hommes) pouvait être envoyées en Roumanie.

### Comment l'économie se militarise

L'autre volet de la préparation à la guerre de haute intensité concerne les matériels, leur entretien et leur disponibilité. Un projet de loi est en cours d'élaboration pour « permettre la réquisition de matériaux ou de compétences d'entreprises civiles, sans que la France ne soit formellement en guerre » (3). Ce projet est « piloté par la direction générale de l'armement (DGA) en coordination avec les industriels de la défense et plusieurs ministères ». Ces entreprises étant généralement « duales » (production civile et militaire), l'Etat veut pouvoir « utiliser leurs capacités de production civile à des fins militaires ». Les employés « très spécialisés » sont concernés et les entreprises qui travaillent pour le civil pourraient être obligées de « se mettre à la disposition d'un industriel de l'armement ». Même priorité donnée à l'acquisition de certains minerais stratégiques (titane) ou aux semi-conducteurs. « L'effort de guerre des industriels nécessiterait dans tous les cas des commandes » : c'est la condition qu'ils mettent à « jouer le jeu ».

### Le recours à des services privés

Le débat est ouvert depuis des années, avec notamment « l'externalisation de certaines tâches logistiques », comme l'intendance (nourriture, lavage des tenues des militaires...) et la maintenance des matériels, y compris des hélicoptères...

Malgré les « mauvaises expériences » avec certaines entreprises privées (y compris des mouvements de grève !), cette option rentre dans le schéma que nous avons abordé plus haut, avec une attention plus forte portée sur la collaboration avec des entreprises privées « fiables », qui assureraient « le maintien en condition opérationnelle » (MCO) des équipements, sur le terrain même des combats.

Quant au recrutement « massif », la préparation pratique et psychologique est déjà en route, comme on le voit avec le SNU obligatoire. ★

(1) Belgique, Bulgarie, Portugal, Italie, Hongrie, République tchèque, Pologne, USA, France et Bulgarie.

(2) Une autre base « française » est en construction à Cincu.

(3) Article du Monde du 14 juin.

## Le SNU : une collaboration « armée-école » renforcée

Le nouveau gouvernement Borne comprend une ex-secrétaire d'Etat, Sarah El Haïry. Elle reprend du service comme chargée de la jeunesse et du service national universel (SNU) dont elle était déjà chargée auparavant. Cette fois, elle dépend de deux ministères : celui de l'éducation nationale (Pap Ndiaye) et celui des armées (Lecornu), qui est, de ce fait, davantage impliqué dans la mise en œuvre du SNU, aussi bien au niveau du contenu des deux périodes de stages que comporte le SNU, de leur encadrement et de leurs débouchés, en termes de filières de formation aux métiers de la défense, avec toute une gamme allant des cadets de la gendarmerie, aux métiers de la sécurité dans certains lycées professionnels, en passant par les lycées militaires. Car une leçon qui peut être tirée des séjours SNU organisés jusqu'à présent, tous ouverts à des volontaires, garçons et filles, c'est qu'un pourcentage non négligeable d'entre eux cherchent à faire carrière notamment dans la gendarmerie, une branche de l'armée présente dans les villes de province. Cette année, l'objectif était d'attirer 50 000 jeunes, début juin et début juillet, pour des séjours de 15 jours.

Ils étaient 15 000 en 2021. En février 2022, ils étaient 3 000, un chiffre en dessous des objectifs que les sessions de juin et juillet ne permettront pas d'atteindre. Et pourtant, le gouvernement campe sur l'horizon 2023 pour passer au stade du SNU obligatoire.

Un des problèmes que rencontrent les organisateurs, c'est le manque de personnels d'encadrement qualifiés, que la législation actuelle rend obligatoires pour des séjours de mineurs de 15 à 17 ans. Les titulaires du BAF (diplôme pour l'encadrement et l'animation) ne se pressent pas pour signer des contrats flous, mal payés. Les témoignages d'encadrants se multiplient, pour dénoncer la rémunération très faible (800 euros pour 31 jours travaillés), des horaires à rallonge, des retards dans le paiement des rémunérations...

Les « séjours de cohésion » se terminent par des cérémonies, défilés, remises de diplôme... dont la presse régionale rend compte avec photos, liste des personnalités et témoignages enthousiastes de jeunes. Les réveillés avec « levée des couleurs », la Marseillaise, les visites à des brigades de gendarmerie, des casernes... sont mises en avant, de même que les défilés et cérémonies devant les

monuments aux morts.

Après le séjour de cohésion, les jeunes doivent effectuer plus de 80 heures dans le cadre d'un « engagement ». On voit de plus en plus de mairies, de collectivités, proposer des stages pour ces jeunes, stages qui pallient aussi les manques de personnels.

Le fait que l'armée soit davantage associée dans cette entreprise d'encadrement de la jeunesse ne peut être dissocié du contexte général où la question de la guerre, de la « défense » du pays, est très présente. C'est un conditionnement idéologique dangereux.

Notre parti est membre du collectif « Non au SNU » qui mène un travail d'information et de mobilisation dans plusieurs villes. La reconduite de S El Haïry, proche des positions de Blanquer sur la laïcité, sur les « valeurs républicaines » sur la nation... marque la volonté de Macron et de son gouvernement d'aller maintenant rapidement vers l'obligation du SNU pour toute une tranche d'âge, soit plus de 600 000 jeunes.

Le travail de dénonciation des enjeux et des dangers de ce dispositif en est que plus nécessaire. ★

**Nous reproduisons des extraits de la prise de position du collectif : le texte intégral est sur notre site.**

Le 4 juillet 2022

Au sein du gouvernement qui vient d'être mis en place, Sarah El Haïry est chargée de la mise en place du Service national universel. Ceci, en tant que secrétaire d'Etat auprès des ministres des Armées et de l'Education nationale. Le lien ainsi fait entre l'institution militaire, l'éducation et la jeunesse illustre clairement les objectifs gouvernementaux : mettre au pas les jeunes de 16 ans qui sont la cible de la généralisation projetée du SNU. Réactivons le slogan des opposants et opposants au premier protocole armée/école en 1982 : « Pas d'armée à l'école ! »

Les organisations membres du Collectif Non au SNU refusent le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans.

## Le « bilan européen » de Macron

Macron voulait faire de la présidence française du conseil de l'UE un argument essentiel pour sa réélection, c'est pourquoi il a tenu à l'assumer « en même temps » que la campagne présidentielle et législative. Il voulait tirer partie de la politique européenne d'achat en commun de vaccins et d'une certaine coordination des politiques sanitaires. Puis des mesures financières européennes en faveur des entreprises, pour tenir le choc des conséquences de la pandémie et du « plan de relance » de l'été 2021, de 750 milliards d'euros, payés par un emprunt commun. Quand la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine a pris tous les gouvernements de court, à commencer par ceux de l'UE, il a encore voulu jouer la carte de président de l'UE, pour se présenter comme un interlocuteur de poids face à Poutine. Mais très vite, ce sont U. Van den Leyen, présidente de la Commission européenne, et surtout Biden qui ont pris le dessus. La première, en poussant dès les premiers jours de la guerre à non seulement soutenir Zelensky sur tous les plans, mais aussi en mettant rapidement en avant la question de l'adhésion de

l'Ukraine à l'UE. Quant à Biden et à son porte-voix, Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, ce sont eux qui ont organisé la « riposte européenne », tant sur le plan des sanctions contre la Russie que sur le plan de l'aide militaire à l'Ukraine. Ces deux responsables politiques sont les porte-parole des intérêts de l'impérialisme US qui défend son hégémonie économique, politique, militaire au sein du camp impérialiste occidental (et ses alliés en Asie, au Moyen-Orient...) et qui veut les entraîner dans la féroce confrontation inter impérialiste mondiale, contre l'impérialisme russe et l'impérialisme chinois.

Macron pensait être « l'homme fort » de l'UE, du fait du retrait de Merkel et son remplacement par le social-démocrate Scholz à la tête d'une coalition qui, jusqu'à la guerre d'Ukraine, ne semblait pas être en mesure de contester le rôle de leader politique et militaire de Macron. La décision de Scholz d'engager une active politique de réarmement, avec un programme spécial de 100 milliards (hors budget de la défense de 56 milliards, soit autant que celui de la France), soutenu avec enthousiasme par les responsables des

Grünen, notamment des ministres, changent la donne. Les dirigeants allemands ne cachent pas leur ambition de faire de leur pays la plus importante puissance militaire « conventionnelle » (c'est-à-dire non nucléaire) en Europe, ce qui signifie de prendre leurs distances avec le complexe militaro-industriel français qui veut rester leader dans la plupart des projets communs. Plusieurs projets communs (nouveau char de combat, avions de chasse de dernière génération, drones...) risquent d'être renégociés, voire remis en cause.

A cela, il faut ajouter le « front » des gouvernements de l'Est européen en faveur d'une politique européenne plus alignée sur les USA, et qui contestent les prétentions des dirigeants de l'impérialisme français à vouloir décider pour l'ensemble des Etats de l'UE.

Avec les résultats électoraux, Macron est politiquement affaibli y compris au niveau de l'UE, même s'il est entouré de dirigeants qui n'ont guère plus de « légitimité ». ★

### La hausse des taux d'intérêts

Le niveau élevé de l'inflation – plus de 7% pour la zone euro – a fait réagir les responsables de la BCE, qui a commencé à augmenter les taux d'intérêt, suivant le chemin pris par la réserve fédérale des USA (FED). Cette décision a comme conséquence immédiate de renchérir le coût des emprunts et des crédits et donc d'augmenter le coût des dettes publiques et privées. Les appels pressants à réduire l'endettement des Etats se multiplient, comme le fait Le Maire depuis des semaines. Cette hausse des taux d'intérêt n'a aucun effet sur les causes actuelles de l'inflation, à savoir la hausse du prix des énergies, de certaines matières premières, des céréales... liée notamment aux conséquences de la guerre en Ukraine et des sanctions décidées contre la Russie. Les compagnies d'énergie font des surprofits fabuleux, les monopoles répercutent les hausses des prix sur les consommateurs – tout en relevant leurs marges – et versent des dividendes aux actionnaires.

Bref, cette hausse des taux va peser essentiellement sur les masses populaires.

Le caractère réactionnaire et antipopulaire de l'UE ne fait que se renforcer dans tous les domaines y compris militaire : son élargissement, sous quelque forme que ce soit l'aggravera. ★

## La guerre en Ukraine s'enlise

La guerre en Ukraine s'enkyste, sans qu'aucun des belligérants ne montre de signe de vouloir trouver de solution pour au moins suspendre les opérations militaires. Quand nous parlons de belligérants, il s'agit des dirigeants de l'impérialisme russe, qui poursuivent les bombardements massifs, envoient des chars, des munitions et des hommes sur les différents fronts. Il s'agit aussi du régime ukrainien et des puissances impérialistes qui lui fournissent des armes, lui promettent d'investir dans la reconstruction du pays, de faire entrer l'Ukraine dans l'UE et l'invitent à parler dans toutes les instances internationales, que ce soit le G7, le G20, les sommets européens, les réunions de l'ONU... où il donne des leçons au monde entier.

Poutine et ceux qui le soutiennent répriment toute opposition interne à cette guerre. Il prétend que les sanctions économiques n'ont que peu de conséquences sur la population et qu'elles n'affectent pas l'économie et les capacités militaires de la Russie. Un constat que plusieurs économistes corroborent en partie, en soulignant que les sanctions ont beaucoup d'effets négatifs sur les pays européens, comme la hausse des prix de l'énergie et des matières

premières – et que les milliards continuent à affluer en Russie, du fait des ventes de pétrole et de gaz qui, même réduites en quantités, se paient au prix fort.

Les arguments fallacieux que Poutine a mis en avant – « dénazifier l'Ukraine », en faire un Etat neutre, démilitarisé... – ne résistent pas à la réalité de son invasion militaire destinée à prendre le contrôle d'une partie du pays et de ses richesses. Une politique impérialiste qui veut imposer par la guerre un repartage des zones d'influence aux autres puissances impérialistes.

Mais Poutine et cette guerre ont aussi rendu un fier service à l'Otan, à l'impérialisme US qui, en quelques semaines, a renforcé son contrôle politique, économique et militaire sur l'Europe, ouvrant des marchés aux marchands de canons étasuniens et aux monopoles de l'énergie. Elles ont aussi donné du poids au régime de Zelensky qui se taille une importante base de soutien dans la population et qui fait oublier le caractère réactionnaire et antisocial de sa politique économique, la corruption et le poids de l'oligarchie maffieuse qui continue à s'enrichir. C'est un aspect jamais mis en avant dans les reportages des médias occi-

dentaux, devenus de véritables médias au service de la guerre, comme le sont ceux contrôlés par Moscou, mais interdits d'antenne en Europe.

### Pendant la guerre, la politique néolibérale sévit avec plus de force

Il s'agit de lois que le régime de Zelensky est en train de faire passer au parlement sous couvert d'état de guerre, qui fait que la grande majorité des travailleurs sont mobilisés sur les fronts et dans les villes. Deux lois l'illustrent : celle sur la « réglementation des relations au travail pendant la loi martiale » (votée en mars) et celle qui veut « simplifier la réglementation des relations de travail dans les petites et moyennes entreprises et réduire les charges administratives ».

En clair, ces lois qui passent au parlement – signe, pour les gouvernements occidentaux, de la « vitalité de la démocratie » dans un pays en guerre – permettent aux employeurs d'imposer une flexibilité quasi-totale : 60h hebdomadaires de travail, licenciements facilités, possibilités

de ne pas verser de salaires sans licenciement... dans un contexte d'interdiction totale de grève et de manifestations. Dans la majorité des entreprises (qui sont des PME), les contrats de travail, les salaires, les horaires, les licenciements... pourront être « négociés » de gré à gré, sans obligation de respecter le code du travail. Pour les dirigeants ukrainiens, il s'agit de mesures pour « dynamiser » l'économie et de lutter contre le secteur informel (qui concerne 3 millions de personnes). Zelensky, en arrivant au pouvoir, avait déjà annoncé qu'il allait modifier le code du travail, « en faveur du business ».

Pour faire face à la pénurie de travailleurs ukrainiens, y compris pour remplacer ceux qui veulent quitter ce pays en ruine, le gouvernement envisage de faciliter la venue de travailleurs d'autres pays, qui seront obligés de travailler dans les conditions de surexploitation qui sont mises en place actuellement.

Le fait que des syndicalistes ukrainiens fassent connaître cette situation, qu'ils la dénoncent, malgré la répression et la chape de l'état de guerre, mérite d'être salué et soutenu. Le consensus autour de cette guerre est en train de se lézarder. ★

# Sommet de l'Otan, sommet de guerre

Le sommet de l'Otan qui s'est tenu à Madrid a été une démonstration de force de cette alliance internationale militaro-politique dirigée par l'impérialisme US. L'entrée de la Finlande et de la Suède a pu être annoncée comme imminente, une fois obtenue la levée du veto d'Erdogan. Ce sont les militants kurdes du PKK et des YPG réfugiés dans ces pays qui en paient les frais. Et c'est l'engagement de Biden de livrer des F-16 US de dernière génération qui ont fini par « convaincre » Erdogan de lever son veto. Biden a fait des annonces sur le renforcement de la présence militaire US en Europe et l'ensemble des dirigeants ont fait de la surenchère sur le thème du soutien au régime ukrainien et de la condamnation de la Russie. Macron a notamment déclaré « le combat de l'Ukraine est le nôtre (...), la Russie ne peut ni ne doit gagner cette guerre ».

Biden voulait que le « nouveau concept stratégique de l'Otan » intègre explicitement la Chine, en tant que menace pour l'Otan aussi importante que la Russie. Le secrétaire général de l'Otan, Stoltenberg, véritable « voix de son maître », avait invité le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, pour peser dans ce sens. Si le texte final ne va pas aussi loin, il conforte le lien entre l'UE et l'Otan (en évitant de reprendre certaines formulations chères à Macron, comme « le pilier européen de l'Otan », a fortiori le concept de « défense européenne autonome »).

Des initiatives ont eu lieu pour dénoncer ce « sommet de la guerre », avec notamment une manifestation internationale à Madrid. Les partis et organisations membres de la CIPOML ont diffusé le communiqué issu de la dernière réunion plénière, que nous reproduisons ci dessous.

**Il faut sortir de l'OTAN et de toutes les alliances impérialistes !  
Stop à la guerre maintenant ! Pain, paix et liberté pour les travailleurs et les peuples !**

Il est indéniable que la lutte entre puissances impérialistes pour repartager un monde déjà partagé, pour conquérir de nouveaux marchés, des matières premières et des zones d'influence, est la cause fondamentale du déclenchement de la guerre en Ukraine. Dans ce conflit, les manœuvres pour l'élargissement de l'OTAN et l'encercllement de la Russie ont joué un rôle majeur. Dans ce contexte de guerre qui menace de s'étendre, se tiendra les 29 et 30 juin 2022 à Madrid le XXXIIe sommet de l'OTAN. Cette organisation belliciste définira sa « Stratégie 2030 », qui



Manifestation à Madrid contre le sommet de l'Otan

revient à une adaptation stratégique aux contradictions inter-impérialistes qui s'aiguisent dans toutes les régions du monde. Les nouveaux concepts de l'OTAN comme « la défense collective, l'administration des crises et la sécurité coopérative » signifient une chose : l'impérialisme US veut utiliser l'OTAN pour maintenir son hégémonie mondiale en désignant l'impérialisme russe et l'impérialisme chinois comme des ennemis permanents et en conservant une supériorité militaire à travers l'augmentation des dépenses militaires et le réarmement continu. Même si l'Otan apparaît aujourd'hui « uni » sous la direction de l'impérialisme US, les contradictions entre les Etats membres, comme par exemple, entre les USA, l'Allemagne et la France sont toujours là. La stratégie étasunienne vise une nouvelle répartition des rôles au sein de l'OTAN : les alliés européens seront davantage impliqués dans la guerre d'usure avec la Russie, ainsi que dans l'intervention militaire en Afrique et au Moyen-Orient ; le Pentagone se consacrera de plus en plus à contenir militairement la montée de l'impérialisme chinois. En Afrique du Nord, il y a des projets de déploiement de forces de l'Otan dans les îles Canaries, pour contenir les rivaux et il y a l'engagement de l'impérialisme atlantiste à renforcer à tout prix le Maroc, pour en faire le gendarme dans cette région. Cela va aiguïser les conflits au Maghreb, qui se traduisent par plus de souffrances pour les peuples de cette région et par la déstabilisation de la Méditerranée occidentale.

Aujourd'hui, l'OTAN, avec son budget de deux milliards d'euros et fort des milliers de forces militaires, avec ses armes nucléaires, chimiques, biologiques et conventionnelles dans des centaines de bases militaires stationnées dans divers pays, est une machine de guerre globale et de terreur. L'exigence portée par l'impérialisme

US vis-à-vis des Etats membres de l'Otan de consacrer 2 % de PIB à leurs budgets militaires est en passe d'être atteinte. L'impérialisme allemand, avec son budget exceptionnel de 100 milliards d'euros, est en passe de devenir la plus importante puissance militaire en Europe. Dans toute l'Europe, les budgets de guerre augmentent. Les profits de l'industrie d'armement explosent, l'inflation grimpe rapidement comme une conséquence de la guerre. Alors que les capitalistes deviennent toujours plus riches, les travailleurs et les peuples ne cessent de s'appauvrir. L'OTAN déploie ses forces militaires de l'Arctique à l'Afrique et de l'Europe occidentale à la région Indo-Pacifique. C'est un danger réel pour la paix et la sécurité de tous les travailleurs et de tous les peuples du monde, un puissant facteur de réaction, d'ingérences et de guerres. Nous appelons les ouvriers, les masses travailleuses, les jeunes, les femmes, les peuples opprimés à prendre part aux mobilisations anti-guerre et anti-OTAN dans les rues de tous les pays à l'occasion du sommet de Madrid. Avec les travailleurs et les peuples de tous les pays, nous crions : « Hors de l'OTAN et de toute alliance impérialiste », « Arrêtez la guerre maintenant ! », « L'OTAN et les bases américaines hors de nos pays » ! Nous appelons la classe ouvrière et les masses populaires à s'unir et à s'opposer par la lutte à la politique belliciste des gouvernements et à l'élargissement de l'alliance de guerre de l'OTAN. Nous exprimons notre solidarité avec le peuple ukrainien victime de l'invasion militaire de l'impérialisme russe et des politiques bellicistes de l'impérialisme US et de ses alliés et du régime réactionnaire de V. Zelensky. Nous soutenons les mobilisations populaires en Finlande et en Suède contre la décision de l'oligarchie dirigeant leurs pays de rejoindre l'OTAN, les manifestations en Espagne, en

Italie, en Norvège et au Danemark contre la construction de nouvelles bases militaires. Nous soutenons les mobilisations ouvrières et populaires qui refusent de plus en plus de payer la guerre et ses conséquences. Nous soutenons les exigences qui, comme en Allemagne, disent « 100 milliards d'euros pour notre système de santé, pour le système d'éducation, pour les retraites, pas pour la guerre » ! Nous soutenons les mobilisations qui se développent dans plusieurs pays d'Europe, contre la militarisation, contre l'augmentation des dépenses d'armement. Le mouvement ouvrier et les peuples disent : « nous ne paierons pas pour votre guerre ». Nous soutenons les mobilisations ouvrières et populaires pour l'augmentation des salaires, pour des services publics (santé, éducation, protection sociale, retraites...), pour la défense de leurs droits. Nous dénonçons la course aux armements, la vente d'armes pour les profits des monopoles, les dépenses militaires croissantes. De l'argent pour les besoins fondamentaux des travailleurs et des masses populaires ! Nous luttons pour un monde exempt d'armes nucléaires. Contre le militarisme et le chauvinisme, nous levons le drapeau de la solidarité internationale entre les travailleurs et les peuples opprimés de tous les pays, le drapeau de la fraternité entre les peuples. Le capitalisme et l'impérialisme signifient la guerre, l'exploitation, l'oppression et la misère ; seuls la révolution et le socialisme apporteront la paix, le bien-être et la liberté aux travailleurs et aux peuples ! ★

Les membres d'Europe de la Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes-Léninistes (CIPOML)

Premières signatures : Organisation pour la Construction d'un Parti Communiste des Ouvriers d'Allemagne ; Parti Communiste des Ouvriers du Danemark (AKP) ; Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) PCE(m-l) ; Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) ; Plate-Forme Communiste pour le Parti Communiste du Proletariat d'Italie ; Parti du Travail EMEP de Turquie. Mouvement pour la reconstruction du Parti Communiste de Grèce (1918-1955).

Ce texte est ouvert à la signature. Deux organisations d'Italie l'ont d'ores et déjà signé : Union de lutte pour le parti communiste (Ulp) ; Collectif communiste (marxiste-léniniste) du Nuoro.

Tunisie

## La constitution autocratique de Kaïs Saïed ne doit pas passer !

Nous publions des extraits d'un article sur la situation que nous a transmis un camarade de la direction du Parti des Travailleurs (PT) de Tunisie. Le texte intégral est sur notre site.

Nous avons ajouté les éléments qui nous ont été donnés sur la campagne que va mener le parti frère sur la question du référendum.

Ce malaise a trouvé son expression criante dans l'élection à la Présidence de la République en 2019 d'un certain Kaïs Saïed, un homme sans passé politique, ni parti, ni programme. Un populiste consacré qui a pu drainer la foule au moyen de slogans vagues et obscurs et une stigmatisation systématique de la classe politique, en mettant dans le même sac ceux qui ont régné durant la décennie et ceux qui se sont opposés à eux. Ce vote sanctionne que le président élu a pris pour un plébiscite va l'encourager à manœuvrer pour asseoir son pouvoir.

Après avoir œuvré au pourrissement de la situation politique à travers les querelles incessantes avec le parlement d'une part et le gouvernement d'une autre, querelles qui portaient sur leurs prérogatives, il a procédé le 25 juillet 2021 à un coup d'état par lequel il a suspendu le parlement et limogé le gouvernement. Plusieurs autres étapes vont se succéder. Le 17 décembre 2021, date anniversaire du déclenchement du processus révolutionnaire, il a annoncé sa feuille de route :

- Organisation d'une soi-disant consultation populaire par voie électronique dont les résultats fixeraient les choix de son nouveau régime. Celle-ci s'est soldée par un échec cuisant, la participation n'ayant pas

dépassé 7 % du corps électoral.

- Les résultats de cette consultation devaient servir à une commission de juristes désignés par le président pour rédiger une nouvelle Constitution et un nouveau Code Électoral qui seront soumis à un référendum le 25 juillet 2022 (date anniversaire de son coup d'État).

- L'organisation d'élections « législatives » le 17 décembre 2022.

La publication le 30 juin du texte de la Constitution du Président a soulevé un tollé, non seulement parmi les forces progressistes et démocratiques mais même parmi ceux qui avaient soutenu son coup d'état qui, disaient-ils, a eu le mérite de mettre fin au pouvoir du parti islamiste et de ses alliés. Il s'agit en effet d'une constitution qui instaure un régime présidentiel où tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains d'un seul homme et où les pouvoirs législatif et judiciaire, réduits à de simples « fonctions » n'ont aucune indépendance vis-à-vis du Président. C'est lui qui désigne à toutes les fonctions et à tous les niveaux. Une constitution qui prévoit la suppression de toutes les instances de contrôle ou de régulation. (...) Les seules qu'il a gardées ce sont « le Conseil Supérieur de la Magistrature », « l'Instance Supérieure Indépendante des Élections », « la Cour Constitutionnelle », mais avec

un amendement majeur, c'est que tous leurs membres sont désignés par le Président de la République.

Plus grave encore, la suppression de toute référence à la laïcité de l'État mentionnée dans l'article 2 de la Constitution de 2014 et l'insertion d'un nouvel article qui fait de la Tunisie une composante de la Communauté (la Oumma) Islamique et qu'il est par conséquent du devoir de l'État de veiller à l'application des finalités de l'Islam. (...) En un mot, Kaïs Saïed a introduit dans son texte tout ce que les Islamistes étaient incapables d'imposer dans une Assemblée qu'ils dominaient. Et ce quelle que soit l'issue du vote du 25 juillet prochain et quel que soit le nombre de participants au scrutin.

Les jours à venir s'annoncent plus sombres, mais les secteurs décisifs de la société ne se sont jamais résignés et les appels à la RÉSISTANCE se multiplient. Les forces révolutionnaires, les marxistes-léninistes en tête, doivent être à la hauteur de la mission pour donner son caractère de classe à la lutte à venir. ★

Tunis le 9 juillet 2022

### La position du Parti des Travailleurs

Le référendum du 25 juillet est loin de se dérouler dans le respect de la liberté d'expression et les exigences d'un scrutin transparent et honnête. En effet, Kaïs Saïed après avoir dissous l'instance supérieure indépendante des élections, en a désigné une autre docile et à ses ordres. Il a également dissous le Conseil supérieur de la magistrature pour le remplacer par un conseil provisoire, avant de s'octroyer par la suite le droit de révoquer lui-même les juges, limogeant 54 magistrats. C'est pour dire que les règles du jeu sont biaisées et que les possibilités de recours sont réduites.

Appeler à voter non et participer à une mascarade électorale dont le résultat est connu d'avance, ne peut que faire le jeu de Kaïs Saïed et légitimer sa démarche. Nous appelons au boycott du référendum du 25 juillet.

Nous avons lancé « la campagne nationale pour faire tomber le référendum » du 25 juillet avec quatre autres partis de l'opposition démocratique. Cette campagne s'est constituée autour d'une ligne politique autonome et indépendante des pôles de la réaction, qu'il s'agisse de Saïed ou d'Ennahdha ou des résidus du régime de Ben Ali. Plusieurs secteurs de la société partagent notre position et les appels à la RÉSISTANCE se multiplient.

Burkina

## Grandes manœuvres autour de la réconciliation nationale et mobilisations populaires

Le 9 juin à Seytenga dans le Sahel, une nouvelle attaque terroriste s'est traduite par des dizaines de morts (86 selon le bilan officiel) et des milliers de déplacés. Le régime durcit l'état de guerre dans les « zones d'intérêt militaire » que les populations résidentes doivent quitter. Les Volontaires pour la défense de la Patrie (VDP) seront désormais encadrés par des militaires. Et dans le cadre « des sujétions liées aux nécessités de la défense nationale », une loi adoptée début juin autorise le gouvernement à prendre des mesures par ordonnance... Impuissants à tenir leurs promesses en termes de sécurité des populations et d'intégrité du territoire, le putschiste Damiba et les hommes de sa « Transition » avancent, en revanche, dans la remise en selle du clan Compaoré.

La résidence surveillée de Kaboré, renversé par le coup d'État du 24 janvier 2022, a été levée (1). Le 21 juin, il a pu serrer la main à son tombeur au palais présidentiel de Kosyam où était également convié l'ancien

président Jean-Baptiste Ouédraogo (auteur du coup d'État de 1982, renversé par celui qui amena Sankara au pouvoir le 4 août 1983). Il ne manquait que Blaise Compaoré chassé par l'insurrection populaire de 2014. Son retour est de plus en plus ouvertement évoqué. Condamné à la prison à vie par le tribunal militaire de Ouagadougou pour son rôle dans l'assassinat de Thomas Sankara le 17 octobre 1987, il devra pour cela bénéficier d'une grâce ou d'une amnistie accordées dans le cadre du processus de « réconciliation nationale ». Dans la foulée, François Compaoré, qui pourrait revenir avec le grand frère, se voit déjà comme une carte de l'après « Transition » !

### La population burkinabè ne se résigne pas

C'est ce qu'a pu souligner le 3e congrès ordinaire de l'Organisation démocratique de la jeunesse (ODJ) qui s'est tenu les 16, 17 et 18 juin à Ouagadougou : « Le peuple burkinabè s'organise et se mobilise de plus en

plus massivement pour réclamer la sécurité, le droit à se défendre, et dit non au pillage des richesses minières et minéralières, du foncier urbain et rural, à la vie chère, à la remise en cause des libertés, etc. Au Sahel, dans la boucle du Mouhoun, à l'Est, au Centre-Nord, au Nord, etc., de puissants mouvements sont en développement et connaissent une participation massive de la jeunesse populaire. On assiste à une intensification des luttes sociales avec l'entrée en mouvement de plus en plus massive des couches fondamentales jadis recluses dans l'indifférence et la soumission. Ces luttes qui prennent par moments des formes quasi-insurrectionnelles s'approfondissent et s'élargissent progressivement ».

C'est dans ce contexte que se poursuivent les assassinats ciblés contre des militants du mouvement démocratique et révolutionnaire. Ce fut encore le 17 mai, avec l'exécution de ZAN Adama, jeune paysan militant de l'ODJ. Il était engagé dans une action contre la corruption et les abus de pouvoir au collège de Kouana (province du

Mouhoun) où des élèves non à jour des « cotisations spéciales » avaient été expulsés et où les militants qui l'avaient dénoncé avaient été condamnés à payer de très fortes amendes.

« On ne peut pas remplacer une puissance impérialiste par une autre. Ni un Français, ni un Russe, ni un Américain ne viendra sauver notre peuple ». Réélu à la tête de l'ODJ Gabin Korbéogo, a précisé : « Tant que notre peuple n'a pas acquis son indépendance véritable, ça sera un leurre de penser que nous allons retrouver la paix ». Le meilleur soutien que nous pouvons apporter au peuple et aux révolutionnaires burkinabè et de lutter contre notre propre impérialisme en exigeant notamment le départ de l'armée française. Et de développer la solidarité ici avec leur combat. ★

(1) Saluant ces « progrès » dans le processus de transition, les dirigeants de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont levé des sanctions contre le Burkina. Ils ont également décidé leur levée partielle pour le Mali -différée pour la Guinée -, tout en maintenant la suspension de ces 3 pays des instances de la CEDEAO.

# Les peuples de l'Équateur mettent Lasso en déroute

*Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de l'article paru dans En Marche n° 2008, organe central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Équateur.*

Le Gouvernement de Lasso a été défait par un grand mouvement populaire qui a construit des réseaux de solidarité : ils se sont renforcés et pris la forme d'actions unitaires pour combattre le néolibéralisme.

Le peuple et les travailleurs d'Équateur ont mené 18 jours de mobilisations pour exiger du gouvernement de Lasso l'application des 10 points de la plate-forme présentés par la Conaie, qui résumait les principales revendications mises en avant par les secteurs populaires. Elles se résumaient ainsi : gel et baisse des prix des combustibles ; moratoire pour les dettes auprès de la banque publique, privée ou des coopératives ; prix justes, contrôle des prix et lutte contre la spéculation ; refus de la précarisation du travail et défense de l'IESS (sécurité sociale) ; opposition à l'élargissement des zones d'extraction minière et dérogation des décrets 95 et 151 (1) ; respect des 21 droits collectifs ; arrêt des privatisations des secteurs stratégiques ; garantie du plein exercice des droits à la santé et à l'éducation ; mise en œuvre de politiques efficaces pour freiner l'insécurité.

Le soulèvement indigène et populaire – dont les principaux protagonistes furent les organisations indigènes et différents secteurs politiques et sociaux tels que le Front Populaire et l'Unité Populaire – s'est étendu au niveau national et a concerné de nombreux secteurs de la jeunesse et des femmes. Ce soulèvement est le plus long de l'histoire et montre la décision de lutte des peuples. Le principal centre des actions de lutte a

été les rues de Quito, mais il n'a pas été le seul.

Les routes de la Cordillère et de l'Orient furent totalement fermées. Les capitales provinciales ont vu des mobilisations massives qui, à plusieurs reprises, ont fini en affrontements avec les forces de l'ordre. Dans certains territoires, il y eut des scènes de prise et d'occupation des gouvernements locaux, de puits de pétrole et d'autres structures d'État. Dans les provinces de la côte, telles Santo Domingo de las Tsachilas, de Manabí, d'Esmeraldas et d'El Oro, les organisations de professeurs, d'étudiants et d'affiliés à la Sécurité Sociale Paysanne (FEUASSC), des secteurs du Front Populaire, ont organisé des coupures de routes et d'autres mobilisations dans les capitales de ces secteurs.

Les niveaux d'organisation et de lutte des peuples se sont élevés à mesure de l'avancée de la grève ; la répression policière a été confrontée à la lutte de la jeunesse et des services de sécurité des populations indigènes. Le mur du silence médiatique que le gouvernement a essayé d'organiser fut rompu à plusieurs reprises par la force de la propagande des organisations sociales et des moyens de communication des communautés. L'ampleur et la généralisation du mouvement ont suscité la crainte dans la bourgeoisie. Le discours raciste et xénophobe fut repris dans les réseaux sociaux et les moyens de communication traditionnels. Les principaux porte-parole de la droite ont justifié la brutalité contre le soulèvement et ont considéré que les

ministres de l'Intérieur et de la Défense étaient les principaux porte-parole du gouvernement. Les déclarations d'état d'urgence ont permis aux forces militaires de prendre d'assaut la Maison de la Culture et du Parc El Arbolito pour empêcher le rassemblement de la mobilisation indigène des différentes communautés. Le caractère de classe du gouvernement l'a amené à essayer de noyer la rébellion « avec du feu et des matraques ». (...)

La forte répression a été contenue par l'organisation des masses dont la violence organisée a permis de se protéger de la violence d'État, qui s'est attaquée aux communautés, frappant femmes, enfants et personnes âgées.

La force de la grève, malgré les fanfaronnades de Lasso, a obligé le gouvernement à céder et à accepter plusieurs revendications : la diminution du prix de l'essence « super » et du gas-oil, de 15 centimes le gallon\* ; la suppression de l'état d'exception, ainsi qu'une série d'engagements pour respecter les droits des peuples indigènes sur leur territoires et des garanties pour que les industries d'extraction ne portent pas préjudice aux zones naturelles de notre pays [suppression notamment des décrets 95 et 151 (2)].(...)

La lutte nous a apporté beaucoup d'enseignements. Il est important de souligner le fait que l'action unitaire se construisait dans la lutte. Cette unité a trouvé son expression la plus élevée dans l'Assemblée Populaire ; les militants du Front Populaire en faisaient partie, ainsi que les diri-

geants et les militants d'Unité Populaire, débattant et combattant ensemble.

Le gouvernement en sort affaibli. La défaite que lui a imposée le mouvement populaire a remis plusieurs mesures néolibérales imposées par le Fonds Monétaire. La réduction de la hausse des prix des combustibles est une de ces mesures et cela affectera pendant quelque temps l'exécution de la lettre d'intention du FMI. Plusieurs changements ont été annoncés dans les ministères, en commençant par celui de l'Économie et des Finances, de la Santé, le Secrétariat des Peuples et le SENESCYT (3).

Pour sa part, le mouvement populaire a obtenu une grande victoire, et l'unité exprimée dans les actions devra aller en se renforçant. Sa profondeur et sa force permettront d'avancer dans le processus d'accumulation des forces, dans la consolidation d'un Front Politique et Social permettant d'obtenir des succès politiques et électoraux dans les prochains mois. ★

1. Décrets 95 et 151 : décrets pris par le président Lasso de façon unilatérale, visant à doubler la production pétrolière et à faire progresser l'exploitation minière en Amazonie. Ces décrets ont été annulés par la Cour Suprême de l'Équateur le 4 février 2022.

2. Gallon équatorien : 3,7 litres.

3. SENESCYT (Secrétariat National d'Éducation Supérieure, des Sciences, de Technologie et d'Innovation)

## Colombie

### Victoire du Pacte historique

Petro, le candidat de la large alliance de gauche, le Pacte historique, a été élu le 19 juin, président de la Colombie, avec 50,50 % des voix. La participation au deuxième tour a été de 58 %, un record pour ce pays. Il faut aussi souligner l'élection de la vice-présidente, Francia Marquez, militante très engagée dans la défense des droits des communautés d'origine africaine (afro-descendants), dans la défense des droits des femmes et connue également pour ses engagements écologistes. C'est en elle que se reconnaissent les pauvres, les catégories marginalisées, les femmes, les jeunes, et les secteurs militants de la société.

Petro se définit comme un progressiste qui veut œuvrer pour la paix, la justice sociale, contre les profondes inégalités sociales qui se sont encore aggravées durant l'épidémie de covid et aujourd'hui, du fait de la hausse des prix des produits de base. Ces engagements résonnent profondément dans les couches populaires qui subissent depuis 40 ans les politiques réactionnaires, antipopulaires, violentes, qui ont enrichi l'oligarchie, les très grandes fortunes, les grandes entreprises étrangères qui pillent les nombreuses richesses de ce pays.

Comme le disent de nombreux militants révolutionnaires qui ont fait campagne pour la victoire du Pacte

historique et de son candidat, « nous connaissons ses défauts et ses qualités ».

Cette victoire a été rendue possible par les années de lutte, de résistances des travailleurs, des masses populaires, de la jeunesse, des femmes des milieux populaires, des communautés discriminées... Les soulèvements des années 2021 ont marqué une avancée de la résistance populaire, notamment de la jeunesse qui a affronté la violence de la police, de l'armée, des groupes paramilitaires. C'est sur ce mouvement de fond que s'est appuyé le « Pacte historique » autour d'une unité politique et sociale large, pour un chan-

gement de fond de politique, au service des masses populaires. Sa victoire envoie un message politique qui va au-delà de la Colombie.

Les travailleurs, les masses populaires, la jeunesse... de Colombie ont remporté une victoire qu'ils devront défendre par la lutte, pour que Petro et son gouvernement mettent en œuvre ses engagements sociaux et politiques. Le soutien internationaliste aux combats des travailleurs et du peuple colombiens est plus que jamais nécessaire, pour que « la nouvelle Colombie » émerge sur le continent sud-américain. ★